



N° du catalogue : 61-220-XIF

# La Loi sur les déclarations des personnes morales

2001 et 2002



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 1 800 263-1136).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel ***infostats@statcan.ca***

Site Web ***www.statcan.ca***

## Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 61-220-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 32 \$ CAN l'exemplaire et de 32 \$ CAN pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à ***www.statcan.ca***, sous la rubrique Produits et services.

## Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada  
Division de l'organisation et des finances de l'industrie

# La Loi sur les déclarations des personnes morales

2001 et 2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Novembre 2004

N° 61-220-XIF au catalogue

ISSN 1499-8564

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 61-220-XIE).

---

## **Note de reconnaissance**

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

# Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- P préliminaire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

Cynthia Baumgarten	directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
Jean-Pierre Simard	directeur adjoint, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
David Sabourin	chef, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et analyse
Ed Holmes	économiste
Louise Noel	services aux clients
Lisa Jesmer	services aux clients
Susan Jabbour	services aux clients

# Avant-propos

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Elle a pour objet la collecte de renseignements sur les finances et la propriété des sociétés qui exercent des activités au Canada, ainsi que l'utilisation de ces renseignements pour évaluer la portée et les effets de la propriété et du contrôle des sociétés au Canada par des non-résidents.

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* exige la présentation au Parlement d'un rapport annuel qui donne un aperçu de la portée du contrôle étranger des entreprises au Canada. Le présent rapport porte sur les années de référence 2001 et 2002. Le rapport couvre deux années de référence parce que l'actualité des statistiques financières produites sur les entreprises par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie s'est sensiblement améliorée. Ces statistiques tiennent une place essentielle dans ce document.

Aux termes de la Loi, les sociétés qui ont des activités au Canada et dont l'actif dans la période visée dépasse 10 millions de dollars ou dont les revenus bruts tirés d'activités au Canada dépassent 15 millions de dollars, ces sociétés doivent fournir des données financières et des données sur la propriété à Statistique Canada. Les sociétés qui se situent en deçà de ce niveau, mais dont la dette à long terme ou les capitaux propres directs ou indirects envers des non-résidents sont d'une valeur comptable supérieure à 200 000 \$, doivent aussi fournir de telles données. Somme toute, quelque 35 000 sociétés répondent à ces critères pour les années de référence 2001 et 2002.

La notion de contrôle ici employée vise le contrôle tant « direct » qu'« effectif ». Un particulier, un groupe ou une société exerce un contrôle direct s'il détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des actions d'une société donnant droit de vote. Il y a contrôle effectif d'une société par des moyens autres que la propriété de la majorité des actions de cette société donnant droit de vote si, par exemple, plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société. Statistique Canada considère qu'une société est sous contrôle étranger en cas de contrôle « direct » ou « effectif » exercé par un particulier, un groupe ou une société qui ne réside pas au Canada.

Depuis l'année de référence 1999, les statistiques financières sont recueillies et compilées dans le cadre du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le SCIAN a été mis au point par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis afin d'offrir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques industrielles utilisées dans ces trois pays. Le SCIAN diffère considérablement de la Classification type des industries pour compagnies et entreprises (CTI-C) de 1980, qui était employée avant 1999. Le SCIAN est une classification des industries axée sur les activités et principalement conçue en vue de classer la production économique au niveau de l'établissement. Il n'est pas directement comparable à l'ancienne CTI-C, qui permettait de rendre compte des activités de production intégrées et combinées des entreprises.

Cynthia Baumgarten

Directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

# Table des matières

<b>Sommaire exécutif</b>	<b>7</b>
<b>Introduction</b>	<b>11</b>
<b>Section 1 Toutes les branches d'activité</b>	<b>12</b>
1.1 Contrôle étranger — 2001 et 2002	12
1.2 Perspective historique	12
1.3 Part étrangère	14
1.4 Les États-Unis continuent de dominer	14
1.5 Branches d'activité non financières par rapport aux branches d'activité financières et assurances	15
<b>Section 2 Branches d'activité non financières</b>	<b>17</b>
2.1 Contrôle étranger — 2001 et 2002	17
2.2 Perspective historique	17
2.3 Part étrangère	18
2.4 Part selon la branche d'activité	19
<b>Section 3 Branches d'activité financières et assurances</b>	<b>23</b>
3.1 Contrôle étranger — 2001 et 2002	23
3.2 Part étrangère	23
3.3 Part selon la branche d'activité	24
<b>Section 4 Rendement économique</b>	<b>27</b>
4.1 Contrôle étranger des entreprises en exploitation au Canada	27
<b>Produits connexes</b>	<b>32</b>
<b>Tableaux statistiques</b>	
1-1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse - Valeur en dollars	34
1-2 Agriculture, foresterie, pêche et chasse - Pourcentage	34
2-1 Extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Valeur en dollars	35
2-2 Extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Pourcentage	35
3-1 Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Valeur en dollars	36
3-2 Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Pourcentage	36

## Table des matières – suite

4-1	Services publics - Valeur en dollars	37
4-2	Services publics - Pourcentage	37
5-1	Construction - Valeur en dollars	38
5-2	Construction - Pourcentage	38
6-1	Fabrication - Valeur en dollars	39
6-2	Fabrication - Pourcentage	39
7-1	Commerce de gros - Valeur en dollars	40
7-2	Commerce de gros - Pourcentage	40
8-1	Commerce de détail - Valeur en dollars	41
8-2	Commerce de détail - Pourcentage	41
9-1	Transport et entreposage - Valeur en dollars	42
9-2	Transport et entreposage - Pourcentage	42
10-1	Industrie de l'information et industrie culturelle - Valeur en dollars	43
10-2	Industrie de l'information et industrie culturelle - Pourcentage	43
11-1	Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts - Valeur en dollars	44
11-2	Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts - Pourcentage	44
12-1	Sociétés d'assurance - Valeur en dollars	45
12-2	Sociétés d'assurance - Pourcentage	45
13-1	Autres intermédiaires financiers - Valeur en dollars	46
13-2	Autres intermédiaires financiers - Pourcentage	46
14-1	Intermédiation financière par le biais de dépôts - Valeur en dollars	47
14-2	Intermédiation financière par le biais de dépôts - Pourcentage	47
15-1	Services immobiliers et services de location et de location à bail - Valeur en dollars	48
15-2	Services immobiliers et services de location et de location à bail - Pourcentage	48
16-1	Services professionnels, scientifiques et techniques - Valeur en dollars	49
16-2	Services professionnels, scientifiques et techniques - Pourcentage	49
17-1	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement - Valeur en dollars	50
17-2	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement - Pourcentage	50
18-1	Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale - Valeur en dollars	51
18-2	Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale - Pourcentage	51
19-1	Arts, spectacles et loisirs - Valeur en dollars	52
19-2	Arts, spectacles et loisirs - Pourcentage	52
20-1	Hébergement et services de restauration - Valeur en dollars	53
20-2	Hébergement et services de restauration - Pourcentage	53
21-1	Autres services (sauf les administrations publiques) - Valeur en dollars	54
21-2	Autres services (sauf les administrations publiques) - Pourcentage	54
22-1	Total des branches d'activité financières et assurances - Valeur en dollars	55

**Table des matières – suite**

22-2	Total des branches d'activité financières et assurances - Pourcentage	55
23-1	Total des branches d'activité non financières (sauf l'industrie de gestion de sociétés et d'entreprises) - Valeur en dollars	56
23-2	Total des branches d'activité non financières (sauf l'industrie de gestion de sociétés et d'entreprises) - Pourcentage	56
24-1	Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises) - Valeur en dollars	57
24-2	Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises) - Pourcentage	57

**Qualité des données, concepts et méthodologie**

Concepts, méthodes et qualité des données	58
Sources de données et méthodes	59
Concepts et indicateurs	62

**Appendice**

A.	Bibliographie	66
----	---------------	----

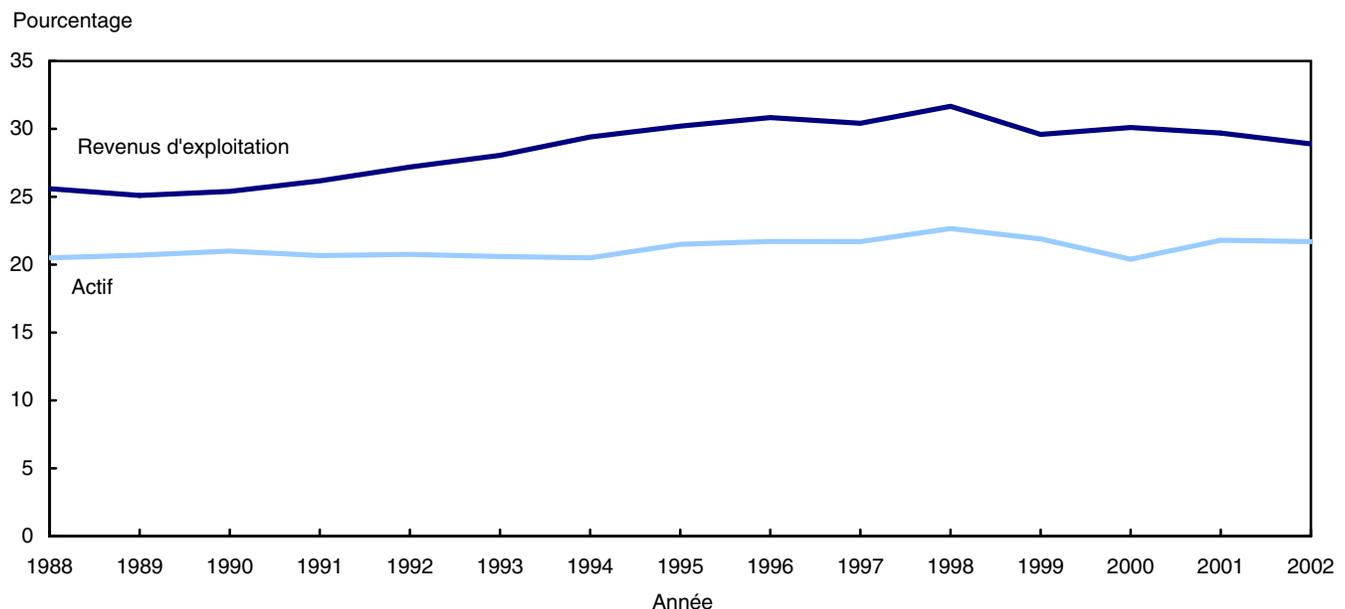
# Sommaire exécutif

## Le contrôle étranger en légère hausse par rapport au début des années 90

Le niveau de contrôle étranger dans l'économie canadienne, lequel est mesuré par la part de l'actif de toutes les sociétés contrôlées par des entreprises étrangères, a enregistré une légère hausse en 2001 et fût stationnaire en 2002. On revient aux niveaux relevés au milieu des années 90 et dépasse un peu seulement le niveau d'il y a dix ans. Tant en 2001 qu'en 2002, les entreprises sous contrôle étranger ont détenu près de 22 % de l'actif au Canada. Selon une autre mesure, soit la part des revenus d'exploitation produite par des entreprises sous contrôle étranger, on obtient un tableau légèrement différent. Après avoir continuellement progressé pendant le plus clair de la décennie 90, cet indicateur s'est trouvé à se stabiliser autour de 30 % depuis 1999. Les mesures du contrôle étranger par l'actif nous livrent une perspective à plus long terme en rendant compte de décisions économiques et de conditions du marché qui évoluent plus lentement dans le temps, tandis que les mesures par les revenus appréhendent généralement les aspects conjoncturels et tendent, par conséquent, à une plus grande instabilité.

### Graphique 1

La part des revenus d'exploitation et de l'actif sous contrôle étranger est relativement stable depuis le milieu des années 90



Dans sa croissance, l'actif des sociétés sous contrôle canadien a suivi en 2002 celui des sociétés sous contrôle étranger. Les premières ont déclaré un peu plus de 3 400 milliards d'actif et les secondes, un peu plus de 950 milliards. Dans les deux cas, il s'agit d'une hausse de plus de 4 % de 2001 à 2002. Pour ce qui est des revenus d'exploitation, les sociétés sous contrôle canadien ont présenté le gain le plus marqué en 2002 avec des revenus de 1 730 milliards (en hausse de 2,2 % sur 2001), comparativement à 704 milliards (en baisse de 1,5 %) pour les sociétés sous contrôle étranger.

## Perspective pour la décennie : l'actif étranger et l'actif canadien ont augmenté à peu près au même rythme

Dans les dix ans qui se sont terminés en 2002, la valeur de l'actif des sociétés au Canada a presque doublé, passant à 4 395 milliards cette année-là. Le taux de croissance de l'actif détenu par les sociétés sous contrôle étranger a à peine dépassé celui des sociétés sous contrôle canadien, mais les niveaux de départ étaient bien plus bas dans leur cas. De 1992 à 2002, les premières ont vu leur actif augmenter de 104%, devançant tout juste les secondes qui ont présenté une hausse de 93 %. Quant aux revenus d'exploitation, ils ont doublé dans le cas des sociétés sous contrôle canadien et augmenté de 118 % dans le cas des sociétés sous contrôle étranger.

## Les États-Unis sont de loin le joueur le plus important

Les États-Unis ont dominé encore une fois pour ce qui est de la part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation et de l'actif des sociétés au Canada. Les entreprises sous contrôle américain ont représenté 61,7 % de l'actif et 65,4 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger en 2002. La situation n'a guère évolué ces quelques dernières années.

Pour la mesure du contrôle étranger par l'actif, la Grande-Bretagne se situe toujours derrière les États-Unis, mais bien loin. Elle détenait en 2001 et 2002 des parts respectives de 11,1 % et 10,9 % de l'actif sous contrôle étranger.

Pour la mesure du contrôle étranger par les revenus d'exploitation, c'est l'Allemagne qui une fois de plus occupe le deuxième rang, elle aussi loin derrière les États-Unis, avec une part de 7,2 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger en 2002. Tel n'a pas toujours été le cas. En 1999, la Grande-Bretagne avait délogé l'Allemagne du deuxième rang.

On peut voir la domination qu'exercent les États-Unis sur le plan du contrôle étranger en comparant ce pays à l'Union européenne. En 2001 et 2002, l'actif au Canada des entreprises sous contrôle américain a été plus du double de celui des sociétés contrôlées par les pays de l'Union européenne. Dans le cas des revenus d'exploitation, la part américaine était le triple de la part européenne.

## Contrôle étranger plus important dans les branches d'activité non financières

Le contrôle étranger est plus prédominant dans les branches d'activité non financières de l'économie, des intérêts étrangers possédant 28,0 % de l'actif et produisant 29,5 % des revenus d'exploitation en 2002. Les résultats sont à peu près semblables en 2001. Par comparaison, les entreprises sous contrôle étranger détenaient seulement 14,9 % de l'actif et 23,7 % des revenus d'exploitation en 2002 dans le secteur de la finance et des assurances, en très légère hausse sur les valeurs de 2001, et ce, principalement à cause des contrôles réglementaires s'exerçant sur l'investissement étranger dans le secteur financier.

Dans la période de 15 ans qui a débuté en 1988, l'actif sous contrôle étranger s'est progressivement élevé dans les branches d'activité non financières. Depuis 1988, le contrôle étranger s'y est accru de cinq points de pourcentage. En revanche, il a été relativement stable pendant le plus clair de la décennie 90 dans le secteur de la finance et des assurances. Pour les branches d'activité en question, il y a eu une légère contraction en 2000, suivie d'une stabilisation au niveau inférieur.

Dans le secteur non financier, la part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger a constamment augmenté pendant la majeure partie des années 90. Après avoir culminé en 1998, elle a un peu régressé, bien que demeurant supérieure aux niveaux du début de la décennie. Dans le secteur de la finance et des assurances, le contrôle étranger selon les revenus d'exploitation se situait en 2002 aux niveaux observés vers la fin des années 80.

## Présence étrangère notable dans les branches d'activité de la fabrication et de l'extraction de pétrole et de gaz

La présence étrangère s'est hautement fait sentir dans les branches de la fabrication et de l'extraction de pétrole et de gaz. La fabrication, qui est le groupe le plus important du secteur non financier, a représenté une franche moitié de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle étranger dans ces industries en 2001 et 2002. Les sociétés sous contrôle étranger détenaient en 2001 et 2002 des parts respectives de 53,3 % et 51,3 % de l'actif en fabrication au Canada. Cela correspond à une valeur approximative de 320 milliards de l'actif.

L'extraction de pétrole et de gaz est la seule autre industrie du secteur non financier où le contrôle étranger ait été de 50 % et plus. Les sociétés sous contrôle étranger détenaient 52,1 % de l'actif et 49,9 % des revenus d'exploitation en 2002. Cela représente 110 milliards d'actif et 43 milliards de revenus d'exploitation sous contrôle étranger dans cette branche d'activité. Celle-ci est hautement intégrée, étant dominée par de grandes sociétés multinationales dont les établissements sont dispersés.

## Les activités bancaires dominant encore une fois dans le secteur de la finance et des assurances

Dans le secteur de la finance et des assurances, le contrôle étranger a été le plus important dans les sociétés de crédit et de financement. Des intérêts étrangers contrôlaient respectivement 51,7 % et 57,2 % de l'actif et des revenus d'exploitation de cette branche d'activité, presque autant qu'en 2001, ce qui représentait 89 milliards d'actif et 11 milliards de revenus sous contrôle étranger.

Malgré une forte présence étrangère dans les sociétés de financement, ce sont les banques et les coopératives de crédit qui ont contribué au plus haut point au phénomène du contrôle étranger. Bien que le contrôle étranger y soit faible (moins de 10 %), l'activité bancaire fait plus que compenser cette faiblesse par sa taille même. Supplantant tant les sociétés de financement que les sociétés d'assurance, l'activité bancaire a ainsi apporté une contribution d'un peu plus de 100 milliards à l'actif sous contrôle étranger, et ce, aussi bien en 2001 qu'en 2002.

## Les bénéfices d'exploitation se maintiennent

Les bénéfices d'exploitation se sont maintenus à 173 milliards en 2002. Si les bénéfices déclarés par les sociétés sous contrôle canadien ont légèrement augmenté pour s'établir à 123 milliards en 2002, ceux des sociétés sous contrôle étranger ont un peu diminué à 50 milliards.

Les sociétés sous contrôle canadien sont toujours à l'origine d'une nette majorité des bénéfices produits tant dans le secteur de la finance et des assurances que dans le secteur non financier. Elles rendent encore compte des deux tiers de tous les bénéfices d'exploitation des branches d'activité non financières. Dans le secteur de la finance et des assurances, les sociétés sous contrôle étranger élèvent progressivement leur part des bénéfices d'exploitation depuis l'an 2000. Celle-ci s'est établie à 21,7 % en 2002 comparativement à 17,8 % en 2000.

Les marges bénéficiaires ont diminué d'un point de pourcentage depuis 2000 dans les entreprises sous contrôle canadien et sous contrôle étranger. En 2002, on a constaté une marge bénéficiaire moyenne de 7,1 % pour ces deux groupes de sociétés.

## La fabrication affiche les bénéfices d'exploitation les plus élevés de toutes les branches d'activité

La fabrication a déclaré des bénéfices d'exploitation de 38 milliards en 2002, le plus haut niveau à l'échelle des branches d'activité. Les sociétés de fabrication sous contrôle étranger ont été responsables de 50,8 % de ces bénéfices.

Les banques et les coopératives de crédit, venaient loin derrière, enregistrant des bénéfices d'exploitation de près de 17 milliards en bénéfices d'exploitation. Dans ce cas, les entreprises sous contrôle canadien ont rendu compte de la vaste majorité (94,0 %) des bénéfices totaux.

Dans la branche de l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon, les sociétés ont déclaré 15 milliards de bénéfices en 2002 contre 20 milliards l'année précédente. Tant en 2002 qu'en 2001, les sociétés sous contrôle étranger ont été à l'origine de près de la moitié des bénéfices d'exploitation.

# Introduction

Chaque année, Statistique Canada établit des statistiques sur le contrôle étranger conformément à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Le présent rapport fait état tant des niveaux actuels de ce contrôle que des tendances qui peuvent émerger. Le contrôle étranger se mesure par les parts respectives de l'actif et des revenus d'exploitation que détiennent toutes les sociétés en activité au Canada qui sont contrôlées par des intérêts étrangers.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif livrent une perspective à plus long terme; elles rendent compte de l'évolution plus lente dans le temps des décisions économiques et des conditions du marché. Les mesures fondées sur les revenus traduisent généralement la situation actuelle des entreprises et sont, par conséquent, plus instables que les mesures fondées sur l'actif. Les deux offrent de l'intérêt et figurent de ce fait dans le présent rapport.

Le rapport se divise en quatre sections. La première comprend un examen de la portée du contrôle étranger des sociétés de l'économie canadienne dans les 15 ans qui se sont terminés en 2002. Elle indique aussi quels pays exercent ce contrôle à l'aide des dernières données disponibles. Elle présente enfin les tendances du contrôle étranger dans le secteur non financier et le secteur de la finance et des assurances.

La deuxième section décrit plus en détail la situation du secteur non financier sur le plan du contrôle étranger et la troisième, la situation correspondante dans le secteur de la finance et des assurances. Dans les deux sections, le contrôle étranger est présenté au niveau de la branche d'activité. Il y a analyse de toutes les branches d'activité pour les 21 secteurs du SCIAN.

La quatrième section examine les rapports entre le contrôle étranger et le rendement économique, celui-ci étant mesuré par les bénéfices d'exploitation et les marges bénéficiaires.

# Section 1

## Toutes les branches d'activité

### 1.1 Contrôle étranger — 2001 et 2002

L'actif des sociétés en exploitation au Canada a continué de croître en 2001 et 2002, mais montrait des signes de ralentissement. À la fin de 2002, les sociétés présentaient un actif de 4 395 milliards de dollars (tableau explicatif 1.1), 4,6 % de plus qu'en 2001. Ce taux de progression est inférieur aux taux respectifs de croissance de 9,2 % et 5,9 % de 2000 et 2001.

Avec des valeurs de près de 5 %, ces taux étaient comparables en 2002 pour les sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger. L'actif a plus progressé en 2001 dans les secondes (13,2 %) que dans les premières (4,1 %), mais le contraire s'est produit en 2000 (1,6 % pour les sociétés sous contrôle étranger et 11,3 % pour les sociétés sous contrôle canadien).

Le total des revenus d'exploitation des sociétés n'a guère évolué de 2001 à 2002. Les revenus se sont établis à 2 434 milliards en 2002; c'est seulement un point de plus qu'en 2001. On a relevé une légère augmentation des revenus d'exploitation pour les sociétés sous contrôle canadien et un léger fléchissement pour les sociétés sous contrôle étranger.

Pour ce qui est des parts respectives de l'actif et des revenus d'exploitation de toutes les sociétés, on constate que, depuis l'an 2000, les sociétés sous contrôle étranger rendent compte d'environ 20 % de l'actif et d'environ 30 % des bénéfices. Avec près

de 1 billion de l'actif de toutes les sociétés au Canada en 2002, l'actif sous contrôle étranger se maintient depuis 2000 dans la fourchette des 20 % à 22 %. La même chose se remarque dans le cas des revenus. La proportion des revenus d'exploitation sous contrôle étranger se maintient à environ 30 % depuis 2000; ce sont en gros 700 milliards de revenus qu'ont produits annuellement les sociétés sous contrôle étranger dans cette période de trois ans.

### 1.2 Perspective historique

Durant les dix ans qui se sont terminés en 2002, l'actif des sociétés au Canada a presque doublé de valeur, passant de 2 250 à 4 395 milliards de 1992 à 2002 (tableau explicatif 1.1). Détenant la majeure partie de cet actif, les sociétés sous contrôle canadien ont vu celui-ci augmenter de 93 % pour atteindre 3 441 milliards en 2002 (tableau explicatif 1.1 et graphique 1.1). Les sociétés sous contrôle étranger ont plus que doublé leur actif dans la même période (taux de progression de 104 %), mais les niveaux d'actif demeurent plus bas (954 milliards).

Les revenus d'exploitation ont aussi nettement progressé dans les années 90 (tableau explicatif 1.1 et graphique 1.2). Ils ont doublé de 1992 à 2002 pour se situer à 2 434 milliards cette dernière année. Les taux de progression ont été plus élevés dans les sociétés sous contrôle étranger que dans les sociétés sous contrôle canadien. Les revenus d'exploitation des secondes ont doublé dans les dix ans et ceux des premières se sont accrus de 118 %.

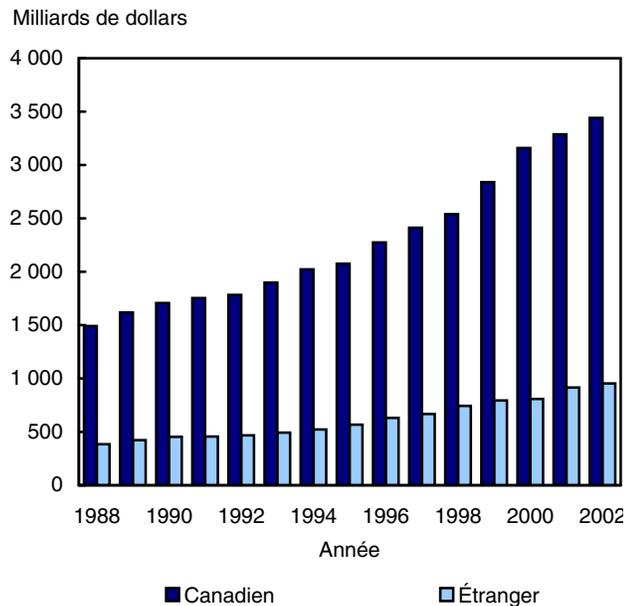
Tableau explicatif 1.1

Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1988-2002) — Toutes les branches d'activité

Année	Actif			Revenus d'exploitation		
	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total
milliards de \$						
1988	1 491	385	1 876	857	295	1 152
1989	1 618	423	2 041	927	310	1 237
1990	1 707	453	2 160	948	323	1 271
1991	1 754	457	2 211	900	319	1 219
1992	1 783	467	2 250	865	323	1 188
1993	1 899	493	2 392	913	356	1 269
1994	2 023	522	2 545	965	402	1 367
1995	2 076	567	2 643	1 038	448	1 486
1996	2 275	631	2 906	1 099	490	1 589
1997	2 412	668	3 080	1 190	520	1 710
1998	2 540	744	3 284	1 192	553	1 745
1999	2 839	795	3 634	1 439	605	2 044
2000	3 159	808	3 967	1 613	694	2 307
2001	3 288	915	4 203	1 693	715	2 408
2002	3 441	954	4 395	1 730	704	2 434

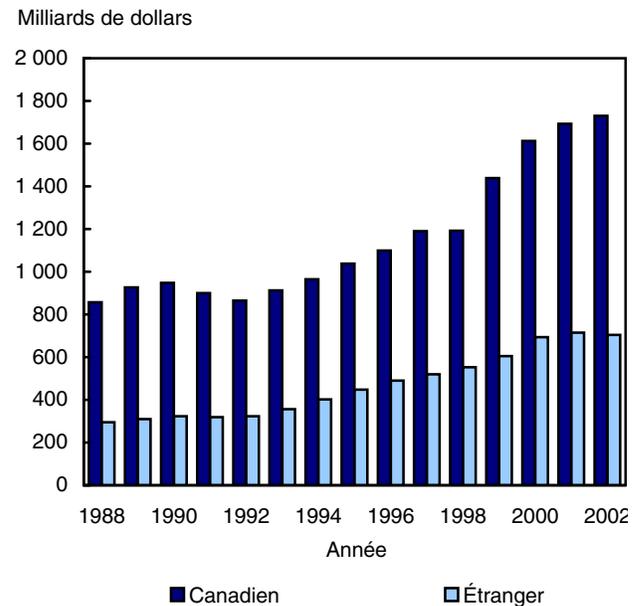
Graphique 1.1

Actif selon le pays de contrôle (1988-2002) - Toutes les branches d'activité



Graphique 1.2

Revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1988-2002) - Toutes les branches d'activité



### 1.3 Part étrangère

Tout au long des années 90, la part de l'actif sous contrôle étranger a été relativement stable, oscillant entre 20 % et 23 % (graphique 1.3). À 21,0 % en 1990, elle a atteint 22,7 % en 1998 avant de retomber et de se fixer à 21,7 % tant en 2001 qu'en 2002.

La situation a été légèrement différente dans le cas des revenus d'exploitation. La part sous contrôle étranger, qui représentait 25,4 % du total des revenus d'exploitation en 1990, a constamment augmenté dans la décennie 90, atteignant un sommet de 31,7 % en 1998, restant à 30 % aussi bien en 2000 qu'en 2001 et fléchissant à 28,9 % en 2002. La hausse est d'un peu plus de trois points de pourcentage depuis 1990.

Du début jusqu'au milieu de cette décennie, les revenus d'exploitation sous contrôle étranger ont augmenté à un rythme plus rapide que les revenus sous contrôle canadien. La récession de 1990 à 1992 a apporté des taux de croissance faibles ou négatifs tant aux sociétés sous contrôle étranger qu'aux sociétés sous contrôle canadien (graphiques 1.1 et 1.2). Au terme de cette récession, les taux de progression des revenus ont initialement fait un bond dans les deux groupes avant de se stabiliser dans la fourchette des 5 % à 10 % pour le reste de la décennie. Ils sont demeurés importants jusqu'en 2000, après quoi ils se sont mis à décroître dans le cas des sociétés sous contrôle étranger. En fait, celles-ci ont déclaré une baisse de cet indicateur en 2002 pour la première fois en plus de 10 ans.

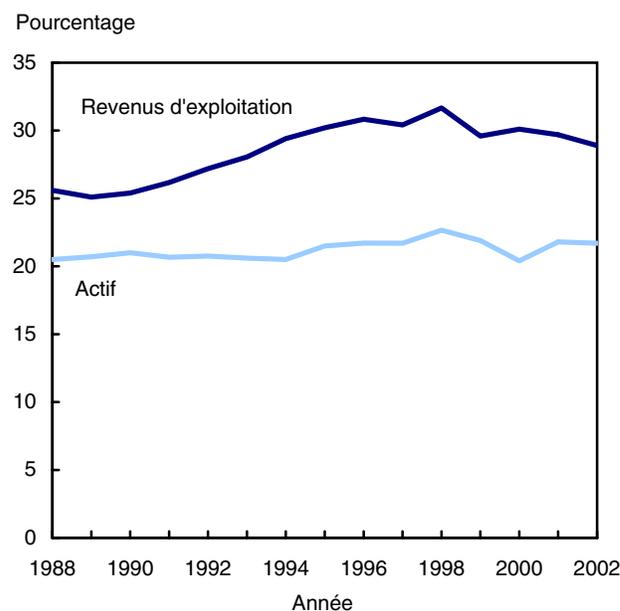
### 1.4 Les États-Unis continuent de dominer

Parmi les sociétés sous contrôle étranger qui ont des activités au Canada, les sociétés américaines continuent de dominer. Étant notre plus proche voisin et notre principal partenaire commercial, les États-Unis ont à leur compte la plus grande part de l'actif canadien sous contrôle étranger. Tout au long des années 90, ils ont respectivement rendu compte de 60 % à 70 % de tous les revenus d'exploitation produits et de 50 % à 60 % de tout l'actif détenu par les entreprises sous

contrôle étranger (graphique 1.4). Leur part des revenus sous contrôle étranger s'est constamment accrue dans la décennie 90; elle ne s'est contractée qu'en 2000. Le tableau est à peu près le même pour l'actif, mais dans ce cas la part américaine continue d'augmenter contrairement aux revenus.

#### Graphique 1.3

#### Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation (1988-2002) - Toutes les branches d'activité

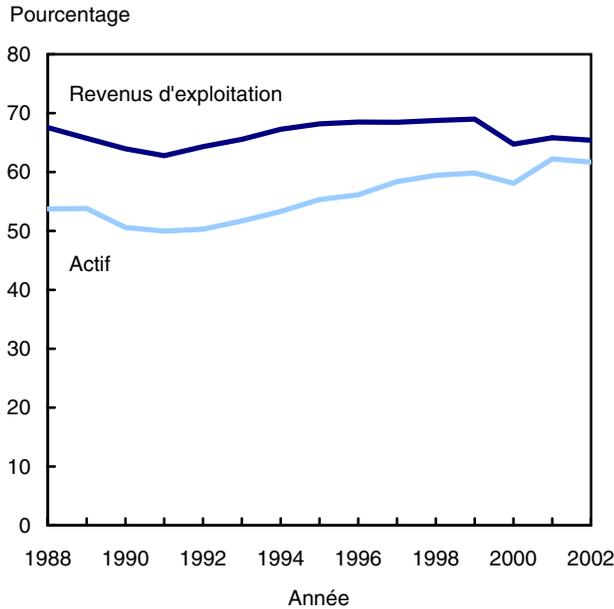


En 2002, les entreprises sous contrôle américain détenaient une part de 61,7 % de l'actif sous contrôle étranger. La Grande-Bretagne suivait loin derrière avec une part de 10,9 % cette année-là, devançant l'Allemagne avec 6,1 % et la France avec 5,0 % (graphique 1.5).

Les tendances sont semblables pour les revenus d'exploitation. Les deux tiers de tous les revenus d'exploitation produits par les sociétés sous contrôle étranger étaient à mettre au compte des entreprises sous contrôle américain en 2002 (graphique 1.6). Parmi les pays, l'Allemagne et la Grande-Bretagne occupaient les rangs suivants avec 7,2 % et 6,1 % respectivement.

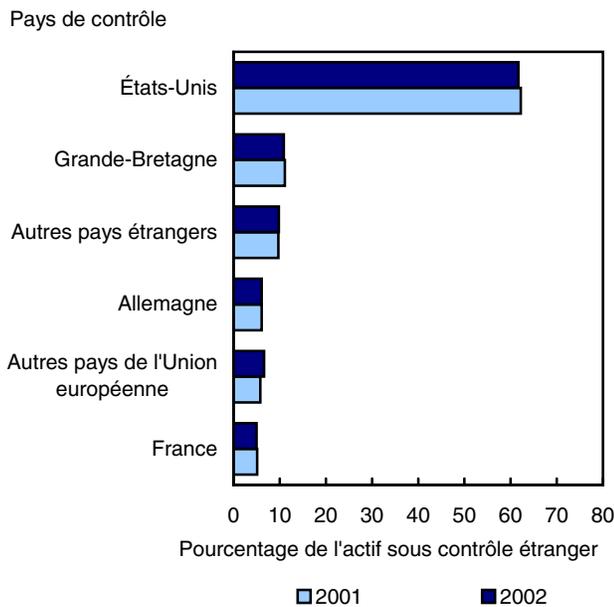
Graphique 1.4

Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle américain (1988-2002) - Toutes les branches d'activité



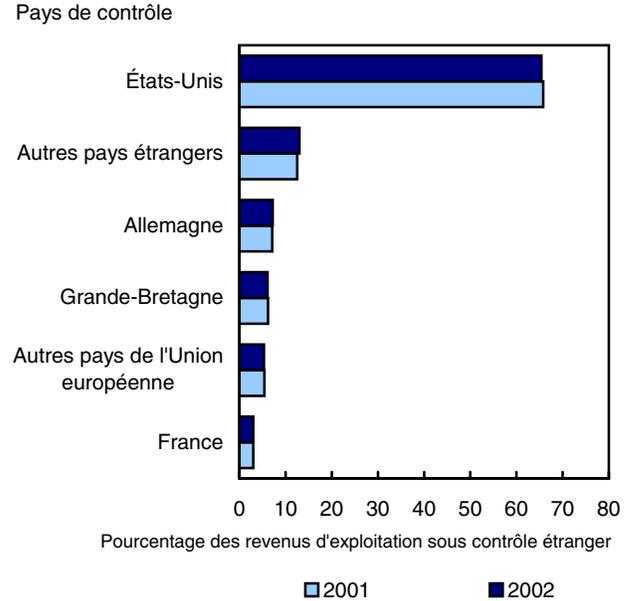
Graphique 1.5

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2001-2002) - Toutes les branches d'activité



Graphique 1.6

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (2001-2002) - Toutes les branches d'activité



## 1.5 Branches d'activité non financières par rapport aux branches d'activité financières et assurances

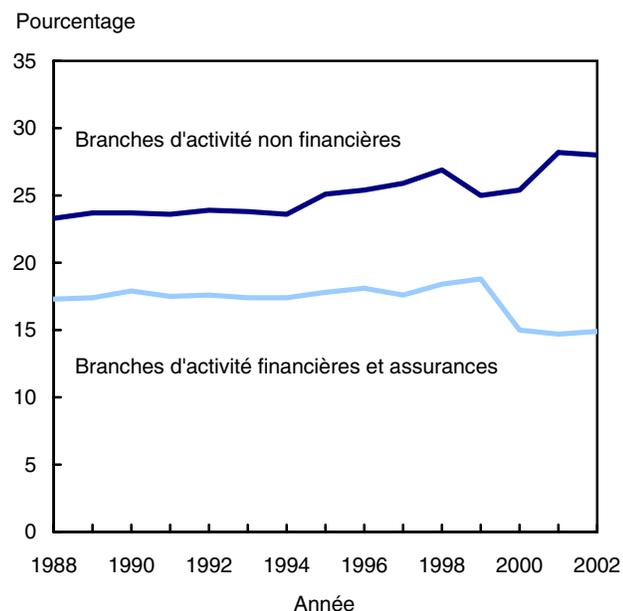
Les branches d'activité sont normalement rangées soit, dans le secteur de la finance et des assurances ou dans le secteur non financier. Le premier de ces secteurs comprend les intermédiaires de dépôts (banques et coopératives de crédit), les intermédiaires de crédit autres que de dépôts (sociétés de crédit et de financement de la consommation), les sociétés d'assurance et les autres intermédiaires financiers. Toutes les autres branches d'activité appartiennent au secteur non financier. Dans la mesure même de leurs différences, ces secteurs présentent aussi des différences de niveau de contrôle étranger.

Le contrôle étranger est plus grand dans le secteur non financier que dans le secteur de la finance et des assurances avec des différences plus marquées pour l'actif que pour les revenus d'exploitation. L'écart de contrôle étranger était seulement de six points en faveur du secteur non financier dans le cas des revenus d'exploitation en 2002, mais il était de 13 points dans

le cas de l'actif. Ainsi, les sociétés sous contrôle étranger détenaient respectivement 28,0 % et 14,9 % de l'actif du secteur non financier et du secteur de la finance et des assurances (graphique 1.7). L'écart était bien moins grand pour les revenus d'exploitation avec des valeurs correspondantes de 29,5 % et 23,7 % en 2002 (graphique 1.8).

**Graphique 1.7**

**Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (1988-2002)**

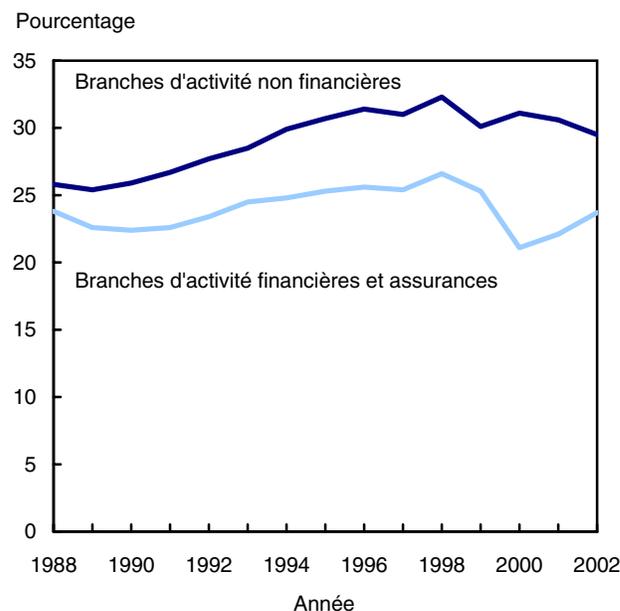


La part de l'actif sous contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances suit celle du secteur non financier tout au long des années 90, mais en gardant un rythme plus lent (graphique 1.7). En 2000 toutefois, la situation évolue et l'écart s'accroît entre les deux secteurs à cause d'un recul du contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances. Comme le mentionne le rapport au Parlement de l'an dernier (*Loi sur les déclarations des personnes morales – 2000*)<sup>1</sup> ce phénomène tient largement à deux facteurs, ceux des fusions et acquisitions dans l'activité bancaire canadienne et

de la démutualisation dans la branche d'activité des assurances. La démutualisation est la transformation de sociétés mutuelles en sociétés par actions. Comme les actionnaires sont normalement des Canadiens, il peut y avoir passage d'un contrôle étranger à un contrôle canadien si, au départ, une mutuelle appartient à des intérêts étrangers. L'écart s'est encore accru en 2001 avec un contrôle étranger en forte hausse dans le secteur non financier et en plafonnement (par rapport à l'an 2000) dans le secteur de la finance et des assurances. Si le contrôle étranger a augmenté en 2001 dans le premier de ces secteurs, c'est surtout à cause du phénomène des fusions et acquisitions. L'écart devait persister en 2002.

**Graphique 1.8**

**Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (1988-2002)**



1. Dans "Loi sur les déclarations des personnes morales - 2000", l'an 2000 est l'année de référence, et non l'année de publication du rapport. Le document présente donc des données sur l'année de référence 2000, bien qu'ayant paru en 2003. C'est une convention qui sera respectée dans tout notre rapport.

# Section 2

## Branches d'activité non financières

### 2.1 Contrôle étranger — 2001 et 2002

Le secteur non financier détenait 52 % du total de l'actif des sociétés au Canada en 2002, soit 2 286 milliards de dollars sur un total de 4 395 milliards de dollars. Le contrôle étranger de l'actif canadien est plus accentué dans ce secteur. En 2002, il représentait 67 % de tout l'actif des sociétés sous contrôle étranger au Canada. Cette concentration sectorielle est encore plus grande dans le cas des revenus d'exploitation. La presque totalité (93 %) des revenus d'exploitation sous contrôle étranger venait de sociétés appartenant à ce même secteur.

Dans l'ensemble, l'actif a augmenté de 4,5 % dans les branches d'activité non financières de 2001 à 2002;

Tableau explicatif 2.1

#### Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1999-2002) — Branches d'activité non financières

	1999		2000		2001		2002	
	milliards de \$	part en %						
<b>Actif</b>								
Contrôle canadien	1 355	75,0	1 540	74,6	1 570	71,8	1 646	72,0
Contrôle étranger	452	25,0	523	25,4	618	28,2	640	28,0
<b>Total</b>	<b>1 807</b>	<b>100,0</b>	<b>2 063</b>	<b>100,0</b>	<b>2 188</b>	<b>100,0</b>	<b>2 286</b>	<b>100,0</b>
<b>Revenus d'exploitation</b>								
Contrôle canadien	1 283	69,9	1 430	68,9	1 509	69,4	1 559	70,5
Contrôle étranger	552	30,1	645	31,1	664	30,6	651	29,5
<b>Total</b>	<b>1 835</b>	<b>100,0</b>	<b>2 075</b>	<b>100,0</b>	<b>2 173</b>	<b>100,0</b>	<b>2 210</b>	<b>100,0</b>

### 2.2 Perspective historique

Nous recueillons des données sur le contrôle étranger dans les branches d'activité non financières depuis l'entrée en vigueur au début des années 60 de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Les changements de méthodes, de concepts et de champ d'observation ont abondé durant les 40 ans d'histoire

c'est un peu moins que le taux de progression de 6,1 % de 2001 et bien moins (le niveau demeure quand même élevé) que les 14,2 % de 2000. Cette progression s'explique tant par la croissance naturelle des entreprises au fil des ans que par le phénomène des fusions et acquisitions. En 2002, l'actif du secteur non financier se trouvait sous contrôle étranger dans une proportion de 28,0 % (tableau explicatif 2.1), trois points de plus qu'en 1999.

Les sociétés sous contrôle étranger ont contribué 29,5 % des revenus d'exploitation des branches d'activité non financières en 2002, un point de moins qu'en 2001. On reste près du niveau de 1999. La part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation accuse certaines variations depuis 1999, mais elle ne s'est jamais vraiment éloignée du niveau de 30 %.

de cette loi, d'où la difficulté de produire une série chronologique uniforme sur le contrôle étranger. Deux études récentes de l'histoire de ce contrôle dans l'économie canadienne (Nicol et Sabourin, 2005; Baldwin et Gellatly, 2005) nous ont justement donné une telle série chronologique (graphique 2.1).

On y observe que le contrôle étranger de l'économie canadienne a culminé en 1971 après une période d'accroissement record où est aussi né l'Accord canado-américain concernant les produits de l'industrie automobile. A suivi une période de décroissance incessante de ce contrôle qui s'est étendue sur les années 70 et la première moitié de la décennie 80. Sur le plan économique, la décennie 70 s'est caractérisée par une récession et une grande crise pétrolière et, sur le plan de la réglementation, par la création de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, organisme chargé d'exercer une surveillance et un contrôle sur les investissements étrangers au Canada.

Vers la fin des années 80, la part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger s'est mise à progresser. Malgré une autre période de récession qui a débuté en 1989, elle a évolué en hausse, portée par une vague de restructurations, de fusions et d'acquisitions d'entreprises et par l'établissement d'Investissement Canada avec pour mandat la promotion de l'investissement étranger au Canada.

Le contrôle étranger a décrit cette courbe ascendante pendant le plus clair de la décennie 90, période où s'est amorcé le mouvement de mondialisation et où les partenariats internationaux de commerce sont devenus fort en vogue. En Amérique du Nord, on a assisté à la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et, en Europe, à la création de l'Union européenne. En Asie, il y a eu formation de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ou de ce qu'on a appelé les « Tigres asiatiques ». Il reste qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle au Canada, le contrôle étranger se situait bien en deçà de son niveau de culmination en 1971.

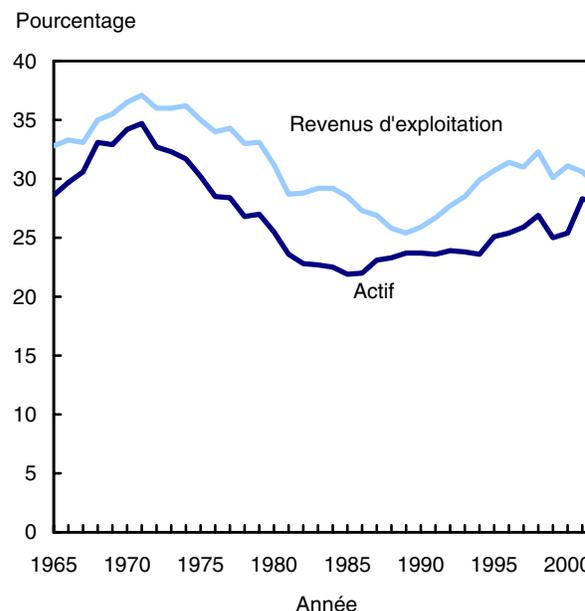
### 2.3 Part étrangère

Parmi les pays ayant des participations au Canada, les États-Unis demeurent le plus important avec 68,6 % de l'actif sous contrôle étranger du secteur non financier en 2002 (graphique 2.2). On retrouve au prochain rang, mais encore loin derrière, la Grande-Bretagne et la France avec 6,5 % et 5,2 % respectivement. Il y a eu une légère augmentation (de 5 points de pourcentage) de la part américaine de l'actif sous contrôle étranger

par rapport aux chiffres que présente pour l'année de référence 2000 notre rapport au Parlement précédent (*Loi sur les déclarations des personnes morales - 2000*).

#### Graphique 2.1

#### Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation (1965-2002) - Branches d'activité non financières

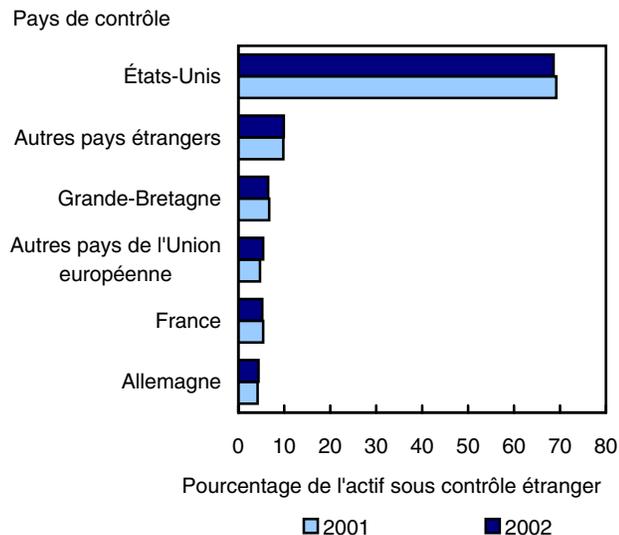


Les sociétés sous contrôle américain sont à l'origine de 66,5 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger dans ce secteur (graphique 2.3). Les parts respectives de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne s'établissent à 7,0 % et à 5,0 %. Les pays autres que les États-Unis et l'Union européenne rendent compte de 13,4 % des revenus sous contrôle étranger.

Cette forte présence des États-Unis n'a rien d'étonnant. Étant notre principal partenaire commercial, ce pays est le destinataire premier des exportations canadiennes et un intervenant de premier plan dans l'investissement direct étranger au Canada. On peut seulement s'attendre à ce que les échanges et les investissements se multiplient entre les deux pays à la faveur du mouvement d'intégration économique engendré par l'Accord de libre-échange nord-américain.

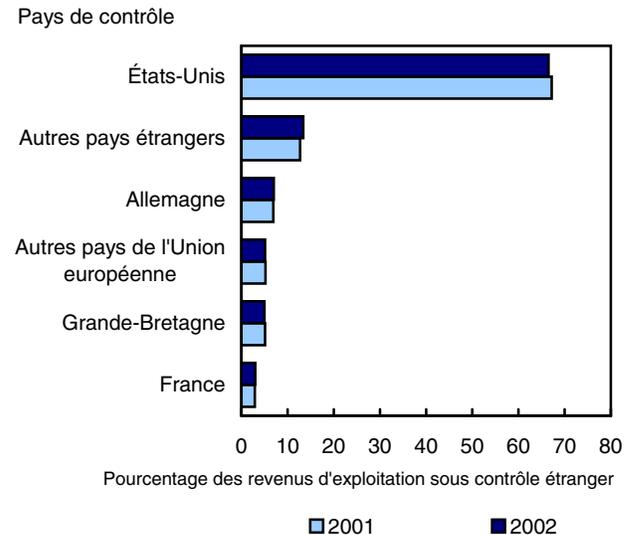
Graphique 2.2

### Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2001-2002) - Branches d'activité non financières



Graphique 2.3

### Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (2001-2002) - Branches d'activité non financières



## 2.4 Part selon la branche d'activité

Les tableaux explicatifs 2.2 et 2.3 et les graphiques 2.4 et 2.5 présentent l'actif et les revenus d'exploitation sous contrôle canadien ou étranger dans les branches d'activité non financières, lesquelles sont classées par ordre décroissant d'importance de l'actif (graphique 2.4) et des revenus d'exploitation (graphique 2.5) sous contrôle étranger. Nous décrivons la part que détient l'étranger dans chaque branche d'activité du point de vue de l'actif et des revenus d'exploitation.

La fabrication domine largement parmi toutes les branches d'activité pour l'actif total. En 2002, elle regroupait 622 milliards ou 27,2 % de tout l'actif des sociétés actives dans le secteur non financier (tableau explicatif 2.2). L'extraction de pétrole et de gaz, les services immobiliers, les services publics et le commerce de gros forment avec la fabrication le peloton de tête des cinq branches d'activité avec des parts de 7 % à 9 % de tout l'actif des branches d'activité non financières, ces parts étant bien inférieures à celle de la fabrication.

Ce qui frappe encore plus, c'est que la branche manufacturière comptait en 2002 pour la moitié de l'actif sous contrôle étranger dans le secteur non financier, ce qui s'explique par divers facteurs, et notamment par la taille immense de cette branche par rapport aux autres et par le haut degré de contrôle étranger qui la caractérise. Sur les 622 milliards d'actif manufacturier en 2002, 319 milliards (51,3 %) appartenaient à des intérêts étrangers (tableau explicatif 2.2 et graphique 2.4). L'extraction de pétrole, de gaz et de charbon est une autre branche où le contrôle étranger est appréciable. Au premier rang pour l'importance de la part étrangère de l'actif, cette branche avait 110 milliards d'actif (52,1 %) sous contrôle étranger.

De toutes les branches d'activité non financières, c'est celle de la fabrication qui, en 2002, présentait la plus grande proportion de ses revenus d'exploitation sous contrôle étranger. À 51,8 % cette année là, cette proportion dépassait tout juste celle de la branche de l'extraction de pétrole et de gaz (49,9 %). En valeur, la fabrication prédominait avec 334 milliards de ses revenus d'exploitation sous contrôle étranger. Le commerce de gros tenait aussi une place de choix sur ce plan avec 124 milliards de ses revenus produits par des sociétés sous contrôle étranger. Venait ensuite le commerce de détail avec 56 milliards, suivi de l'extraction de pétrole et de gaz avec 43 milliards.

Tableau explicatif 2.2

## Actif par pays de contrôle selon la branche d'activité (2001-2002) — Branches d'activité non financières

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
<b>2001</b>				
Fabrication	322 673	282 515	605 188	53,3
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	98 418	94 441	192 859	51,0
Commerce de gros	56 856	104 328	161 184	35,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	23 541	161 631	185 172	12,7
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	23 363	71 845	95 208	24,5
Commerce de détail	23 159	93 694	116 853	19,8
Transport et entreposage	17 677	104 160	121 837	14,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 083	66 157	79 240	16,5
Services publics	10 319	172 740	183 059	5,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8 353	26 688	35 041	23,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 825	162 805	169 630	4,0
Hébergement et services de restauration	5 544	31 461	37 005	15,0
Construction	3 768	91 023	94 791	4,0
Autres services, sauf les administrations publiques	2 321	18 658	20 979	11,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	877	49 101	49 978	1,8
Arts, spectacles et loisirs	696	16 959	17 655	3,9
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	349	21 837	22 186	1,6
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>617 822</b>	<b>1 570 043</b>	<b>2 187 865</b>	<b>28,2</b>
<b>2002</b>				
Fabrication	319 291	302 719	622 010	51,3
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	109 619	100 628	210 247	52,1
Commerce de gros	59 988	105 749	165 737	36,2
Services immobiliers et services de location et de location à bail	24 171	174 554	198 725	12,2
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	24 431	76 772	101 203	24,1
Commerce de détail	25 464	104 273	129 737	19,6
Transport et entreposage	23 628	101 638	125 266	18,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 282	72 417	83 699	13,5
Services publics	9 539	175 808	185 347	5,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8 067	27 331	35 398	22,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 946	156 196	164 142	4,8
Hébergement et services de restauration	5 751	33 496	39 247	14,7
Construction	3 949	97 298	101 247	3,9
Autres services, sauf les administrations publiques	4 916	19 498	24 414	20,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 040	52 818	53 858	1,9
Arts, spectacles et loisirs	689	20 508	21 197	3,3
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	377	23 967	24 344	1,5
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>640 149</b>	<b>1 645 670</b>	<b>2 285 819</b>	<b>28,0</b>

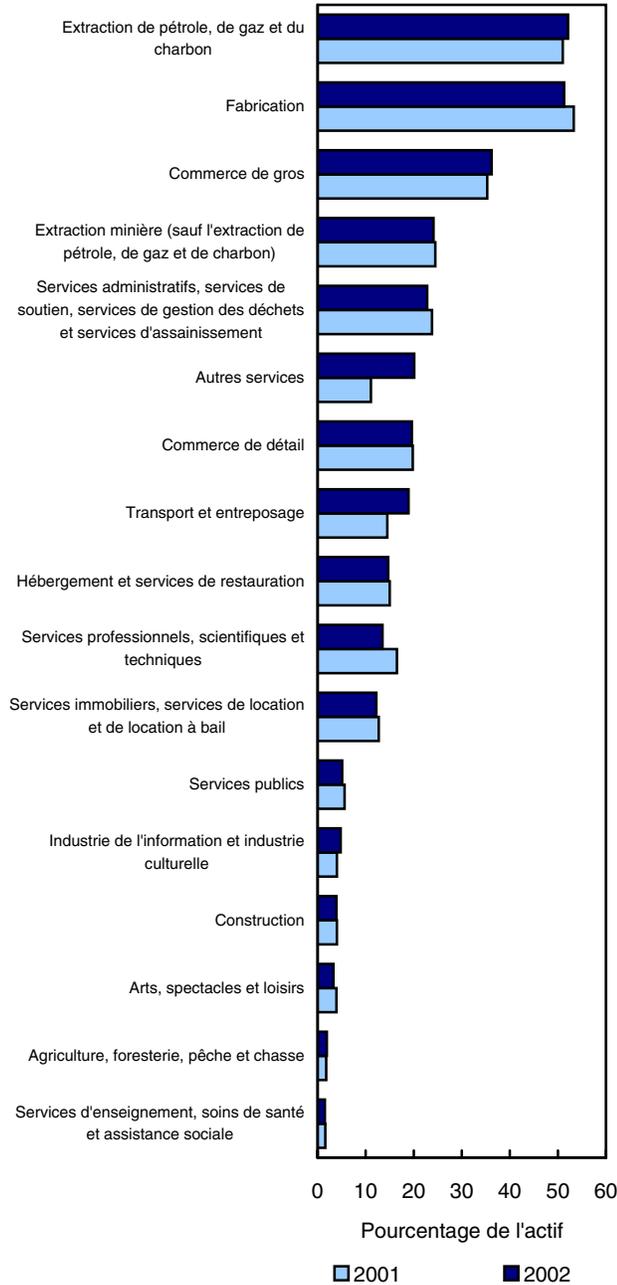
Tableau explicatif 2.3

## Revenus d'exploitation par pays de contrôle selon la branche d'activité (2001-2002) — Branches d'activité non financières

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
	millions de \$			pourcentage
<b>2001</b>				
Fabrication	337 228	301 975	639 203	52,8
Commerce de gros	122 613	246 296	368 909	33,2
Commerce de détail	52 002	266 706	318 708	16,3
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	46 068	40 814	86 882	53,0
Services publics	32 995	60 749	93 744	35,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	12 500	65 380	77 880	16,1
Transport et entreposage	12 495	86 240	98 735	12,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	9 006	42 832	51 838	17,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8 754	40 058	48 812	17,9
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	7 904	21 168	29 072	27,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 500	64 305	70 805	9,2
Construction	6 228	124 083	130 311	4,8
Hébergement et services de restauration	5 187	41 633	46 820	11,1
Autres services, sauf les administrations publiques	2 399	27 037	29 436	8,1
Arts, spectacles et loisirs	631	22 353	22 984	2,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	577	35 638	36 215	1,6
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	356	22 107	22 463	1,6
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>663 443</b>	<b>1 509 374</b>	<b>2 172 817</b>	<b>30,5</b>
<b>2002</b>				
Fabrication	334 188	310 630	644 818	51,8
Commerce de gros	123 979	238 986	362 965	34,2
Commerce de détail	55 987	291 404	347 391	16,1
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon	42 853	43 108	85 961	49,9
Services publics	17 729	58 982	76 711	23,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	10 202	67 589	77 791	13,1
Transport et entreposage	17 285	86 341	103 626	16,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	10 414	44 853	55 267	18,8
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8 135	40 140	48 275	16,9
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon	7 337	21 339	28 676	25,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 315	65 367	71 682	8,8
Construction	7 595	133 830	141 425	5,4
Hébergement et services de restauration	5 102	43 579	48 681	10,5
Autres services, sauf les administrations publiques	2 522	28 557	31 079	8,1
Arts, spectacles et loisirs	577	23 642	24 219	2,4
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	697	36 451	37 148	1,9
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	325	24 312	24 637	1,3
<b>Total des branches d'activité non financières</b>	<b>651 242</b>	<b>1 559 110</b>	<b>2 210 352</b>	<b>29,5</b>

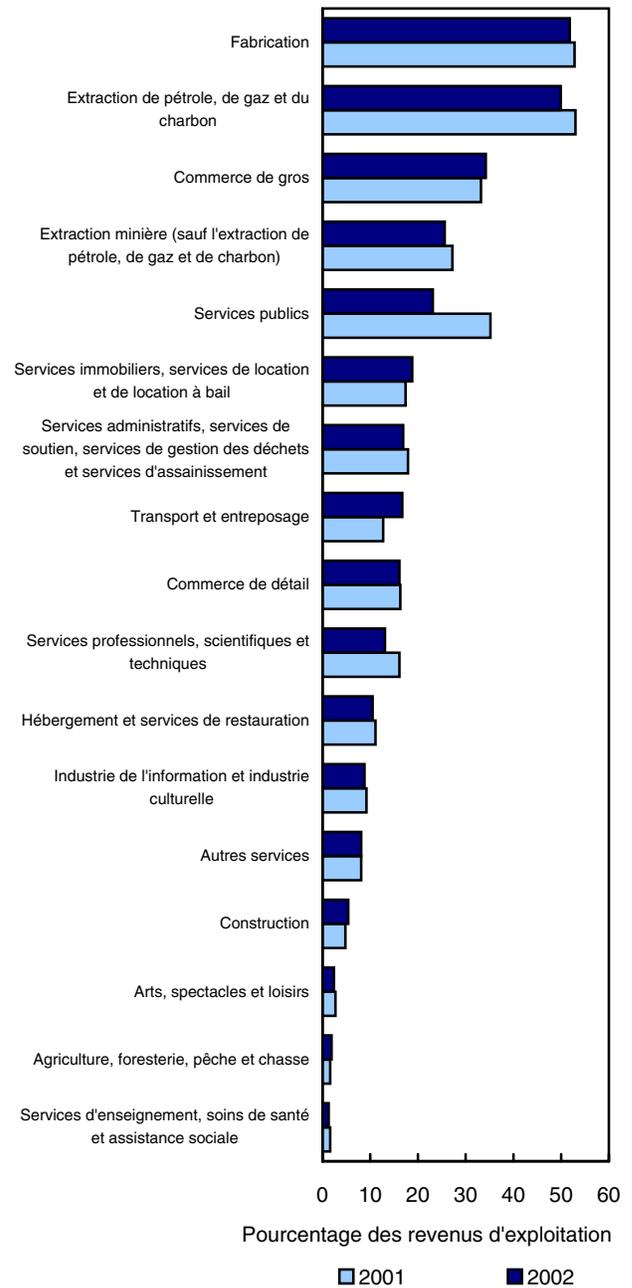
Graphique 2.4

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (2001-2002) - Branches d'activité non financières



Graphique 2.5

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (2001-2002) - Branches d'activité non financières



## Section 3

### Branches d'activité financières et assurances

#### 3.1 Contrôle étranger — 2001 et 2002

En 2002, le total de l'actif du secteur de la finance et des assurances a augmenté de 5 % pour atteindre 2 109 milliards de dollars, tandis que les revenus d'exploitation diminuaient d'autant pour s'établir à 224 milliards (tableau explicatif 3.1). Cette année-là, les sociétés sous contrôle étranger ont été à l'origine de 14,9 % de l'actif et de 23,7 % des revenus d'exploitation de ce secteur.

C'est la troisième année de suite où la part sous contrôle étranger de l'actif des branches d'activité

Tableau explicatif 3.1

#### Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1999-2002) — Branches d'activité financières et assurances

	1999		2000		2001		2002	
	milliards de \$	part en %						
<b>Actif</b>								
Contrôle canadien	1 484	81,2	1 619	85,0	1 718	85,3	1 795	85,1
Contrôle étranger	343	18,8	285	15,0	297	14,7	314	14,9
<b>Total</b>	<b>1 827</b>	<b>100,0</b>	<b>1 904</b>	<b>100,0</b>	<b>2 015</b>	<b>100,0</b>	<b>2 109</b>	<b>100,0</b>
<b>Revenus d'exploitation</b>								
Contrôle canadien	155	74,5	183	78,9	184	78,0	171	76,3
Contrôle étranger	53	25,5	49	21,1	52	22,0	53	23,7
<b>Total</b>	<b>208</b>	<b>100,0</b>	<b>232</b>	<b>100,0</b>	<b>236</b>	<b>100,0</b>	<b>224</b>	<b>100,0</b>

#### 3.2 Part étrangère

Bien que le secteur de la finance et des assurances soit dominé par les sociétés sous contrôle canadien, qui détiennent 85 % de son actif, les sociétés sous contrôle étranger ont respectivement possédé 297 et 314 milliards de cet actif en 2001 et 2002.

de la finance et des assurances se maintient autour de 15 %, alors qu'elle se situait à 18,8 % en 1999. Cette baisse survenue entre 1999 et 2000 est principalement attribuable aux fusions et aux acquisitions dans l'activité bancaire canadienne, ainsi qu'au mouvement de démutualisation des sociétés d'assurance.

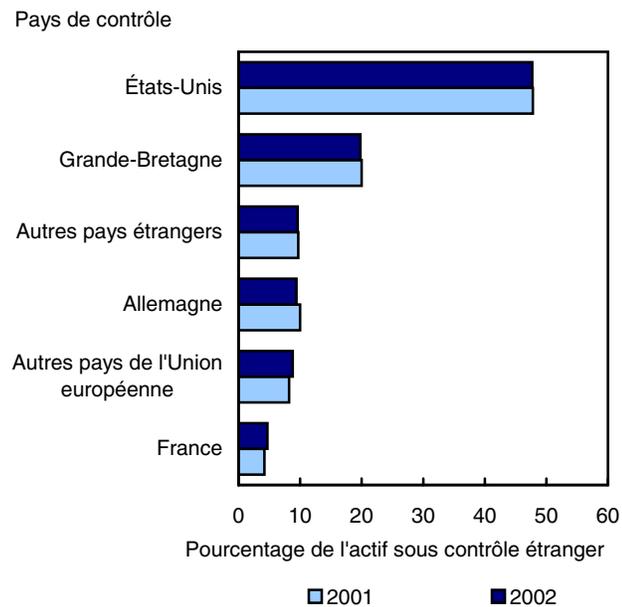
La part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation du secteur de la finance et des assurances a aussi été en décroissance de 1999 à 2000 pour les mêmes raisons. Depuis 2000, elle s'accroît constamment, ayant gagné près de trois points de pourcentage.

Les États-Unis et l'Union européenne ont à leur crédit, dans une mesure à peu près égale, la majeure partie de l'actif et des revenus d'exploitation qui y sont sous contrôle étranger. En 2002, les sociétés sous contrôle américain détenaient 47,7 % de l'actif comparativement à 42,7 % pour les entreprises des pays membres de l'Union européenne (graphique 3.1). Parmi ces pays, la Grande-Bretagne venait en tête avec presque la moitié de l'actif sous contrôle européen.

La tendance a été la même pour les revenus d'exploitation. Les sociétés sous contrôle américain ont été responsables de 27 milliards de revenus d'exploitation en 2002, soit 51,4 % de la part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation du secteur de la finance et des assurances (graphique 3.2). Les pays de l'Union européenne suivaient de près avec 39,7 %, la Grande-Bretagne occupant le premier rang avec la moitié de la contribution de ces pays. L'Allemagne venait à la suite avec le quart de cette contribution.

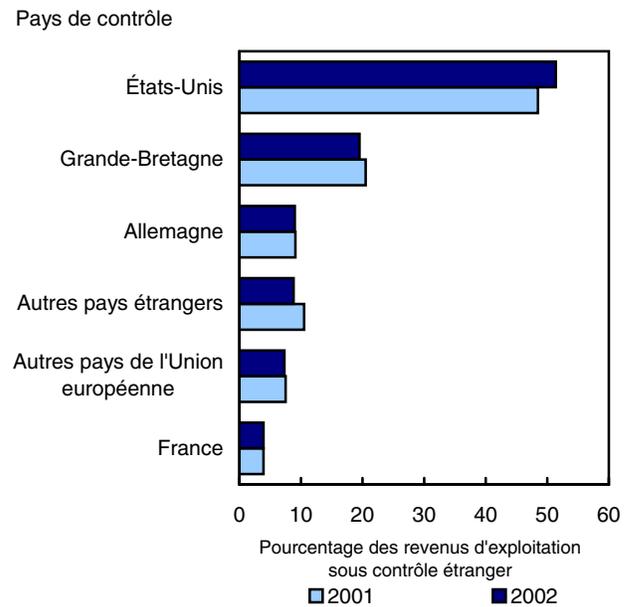
**Graphique 3.1**

**Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2001-2002) - Branches d'activité financières et assurances**



**Graphique 3.2**

**Part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le pays de contrôle (2001-2002) - Branches d'activité financières et assurances**



**3.3 Part selon la branche d'activité**

Le secteur de la finance et des assurances est dominé par les intermédiaires de dépôts (banques et coopératives de crédit). Ces intermédiaires ont été responsables de 1 454 milliards de dollars, soit 68,9 % de l'actif de ces branches d'activité (tableau explicatif 3.2), et de 85 milliards de dollars ou 38,0 % de leurs revenus d'exploitation en 2002 (tableau explicatif 3.3). Les sociétés d'assurance venaient assez loin derrière avec seulement 14,4 % de l'actif du secteur. Leur apport était supérieur (33,5 %) pour les revenus d'exploitation.

Tableau explicatif 3.2

## Actif par pays de contrôle selon la branche d'activité (2001-2002) — Branches d'activité financières et assurances

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
	millions de \$			pourcentage
<b>2001</b>				
Intermédiation de dépôt et de crédit	102 703	1 297 449	1 400 152	7,3
Sociétés d'assurance	88 905	189 107	278 012	32,0
Autres intermédiaires financiers	23 391	151 536	174 927	13,4
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	82 140	79 761	161 901	50,7
<b>Total des branches d'activité financières et assurances</b>	<b>297 139</b>	<b>1 717 853</b>	<b>2 014 992</b>	<b>14,7</b>
<b>2002</b>				
Intermédiation de dépôt et de crédit	100 590	1 353 421	1 454 011	6,9
Sociétés d'assurance	96 502	207 705	304 207	31,7
Autres intermédiaires financiers	28 065	151 318	179 383	15,6
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	88 664	82 714	171 378	51,7
<b>Total des branches d'activité financières et assurances</b>	<b>313 821</b>	<b>1 795 158</b>	<b>2 108 979</b>	<b>14,9</b>

La part de l'actif total sous contrôle étranger que détenait le secteur de la finance et des assurances était modeste soit 14,9 % en 2002 (tableau explicatif 3.1), ce qui s'explique avant tout par la réglementation du contrôle étranger de l'activité bancaire au Canada. Les banques, qui dominent dans ce groupe de branches d'activité, n'avaient que 6,9 % de leur actif (tableau explicatif 3.2 et graphique 3.3) et 6,0 % de leurs revenus d'exploitation (tableau explicatif 3.3 et graphique 3.4) sous contrôle étranger.

Les sociétés canadiennes étaient aussi les principales détentrices de l'actif des autres intermédiaires

financiers en 2002, puisque 15,6 % seulement de cet actif appartenait à des intérêts étrangers. Le contrôle étranger était plus important dans les assurances (31,7 % de l'actif). Le plus petit intervenant du secteur, en l'occurrence les intermédiaires de crédit autres que de dépôts, présentait le plus haut degré de contrôle étranger. La moitié des 171 milliards d'actif de cette branche étaient sous contrôle étranger cette même année. Dans cette branche d'activité, on retrouve les sociétés de crédit et de financement des ventes et de la consommation.

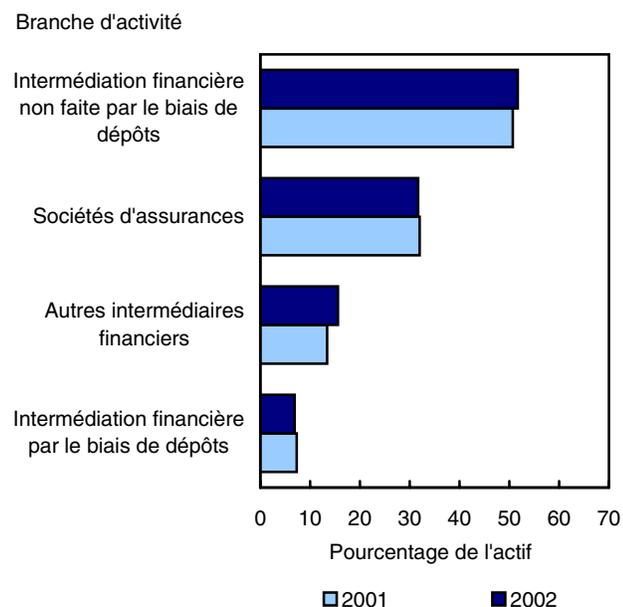
Tableau explicatif 3.3

Revenus d'exploitation par pays de contrôle selon la branche d'activité (2001-2002) — Branches d'activité financières et assurances

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en %
			millions de \$	pourcentage
<b>2001</b>				
Intermédiation de dépôt et de crédit	6 942	90 558	97 500	7,1
Sociétés d'assurance	25 231	45 825	71 056	35,5
Autres intermédiaires financiers	8 553	38 829	47 382	18,1
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	11 025	8 407	19 432	56,7
<b>Total des branches d'activité financières et assurances</b>	<b>51 751</b>	<b>183 619</b>	<b>235 370</b>	<b>22,0</b>
<b>2002</b>				
Intermédiation de dépôt et de crédit	5 074	80 047	85 121	6,0
Sociétés d'assurance	28 803	46 244	75 047	38,4
Autres intermédiaires financiers	7 670	36 267	43 937	17,5
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	11 304	8 460	19 764	57,2
<b>Total des branches d'activité financières et assurances</b>	<b>52 851</b>	<b>171 018</b>	<b>223 869</b>	<b>23,6</b>

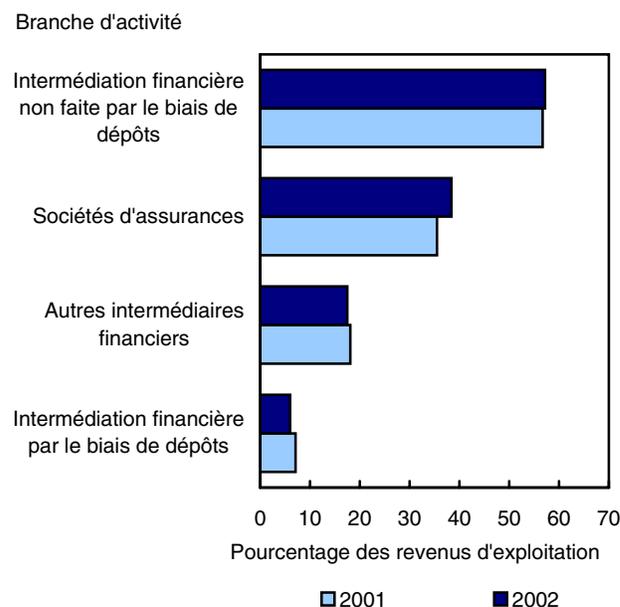
Graphique 3.3

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2001-2002) - Branches d'activité financières et assurances



Graphique 3.4

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (2001-2002) - Branches d'activité financières et assurances



# Section 4

## Rendement économique

### 4.1 Contrôle étranger des entreprises en exploitation au Canada

En 2001 et 2002, les bénéfices d'exploitation des entreprises<sup>1</sup> ayant des activités au Canada ont été dans l'ensemble à peu près identiques avec une valeur d'un peu plus de 170 milliards l'une et l'autre de ces années (tableau explicatif 4.1). On est bien loin de la valeur record de 192 milliards relevée en l'an 2000. Les bénéfices d'exploitation ont fait un bond de 20 % de 1999 à 2000 et la plupart des branches d'activité ont déclaré une hausse de cet indicateur.

C'est un degré de rentabilité que les sociétés ne pouvaient toutefois maintenir, et la faiblesse de la demande intérieure et extérieure (à l'exportation) leur a fait perdre 11 % de leur rentabilité en 2001, phénomène qui a persisté en 2002 avec des pertes pour les sociétés tant sous contrôle canadien que sous contrôle étranger. Les deux groupes ont vu leurs bénéfices décroître d'au moins 10 % de 2000 à 2001. Cette baisse avait ralenti en 2002 : les sociétés sous contrôle étranger ont alors vu leurs bénéfices diminuer

de 2 % seulement et les sociétés sous contrôle canadien ont en réalité augmenté les leurs dans la même proportion.

On a observé un recul (10 %) des bénéfices en 2001 tant dans le secteur non financier que dans le secteur de la finance et des assurances. Le premier de ces secteurs s'est redressé en 2002 avec un gain de rentabilité de 5 % apporté par les sociétés sous contrôle canadien. En revanche, le secteur de la finance et des assurances a vu son dérapage s'accroître avec une autre perte de 10 %. Contrairement à ce qu'elles avaient fait dans le secteur non financier, les sociétés sous contrôle canadien ont hautement concouru à ce recul.

Les marges bénéficiaires<sup>2</sup> des sociétés en exploitation au Canada ont été stables à 7,1 % tant en 2001 qu'en 2002, et ce, pour les sociétés tant sous contrôle canadien que sous contrôle étranger, alors qu'en l'an 2000, ces mêmes marges s'établissaient à 8,3 % (tableau explicatif 4.1). Elles sont invariablement plus élevées dans le secteur de la finance et des assurances que dans le secteur non financier. En fait, pendant les dix dernières années, le premier de ces secteurs a toujours joui de marges supérieures à celles du second (Statistiques financières et fiscales des entreprises – 2001). À 17,3 % en 2002, les marges du secteur de la finance et des assurances étaient en baisse de trois points de pourcentage sur leurs valeurs de l'an 2000. Malgré cette diminution, elles demeurent trois fois supérieures à celles du secteur non financier. Elles sont restées plus importantes pour les sociétés sous contrôle canadien que pour les sociétés sous contrôle étranger, bien que l'écart diminue entre les deux groupes.

1. Les bénéfices d'exploitation correspondent à la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation. Il s'agit d'une mesure largement reconnue du rendement économique, car elle tient compte des revenus et des dépenses liés aux activités commerciales principales d'une entreprise. On calcule les bénéfices avant prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placements, des pertes non récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, des gains ou des pertes sur cession d'actif, ainsi que des charges fiscales.

2. Les marges bénéficiaires tiennent compte de différences de production économique entre les branches d'activité et correspondent aux bénéfices d'exploitation divisés par les revenus d'exploitation. Dans le présent rapport, elles sont calculées au niveau d'agrégation où elles sont déclarées. Ainsi, on obtient la marge bénéficiaire du secteur non financier en divisant les bénéfices par les revenus d'exploitation à l'échelle de toutes les branches non financières.

Dans le secteur non financier, les sociétés sous contrôle étranger l'emportent légèrement pour les marges bénéficiaires sur les sociétés sous contrôle canadien, mais l'écart rétrécit lentement dans le temps. Les premières continuent cependant à arborer

des marges supérieures, reflet partiel de leur taille moyenne supérieure elle aussi. Les valeurs relevées ont été en 2002 de 6,4 % et 5,9 % pour les sociétés sous contrôle étranger et sous contrôle canadien.

#### Tableau explicatif 4.1

#### Rendement économique (1999-2002)

	1999	2000	2001	2002
millions de \$				
<b>Bénéfices d'exploitation</b>				
Total	160 221	192 213	171 057	172 731
Contrôle canadien	112 004	134 195	120 204	122 866
Contrôle étranger	48 217	58 018	50 853	49 865
Non financières	117 808	144 573	128 210	134 002
Contrôle canadien	77 099	95 021	85 637	92 547
Contrôle étranger	40 709	49 552	42 572	41 455
Financières et assurances	42 412	47 641	42 849	38 731
Contrôle canadien	34 905	39 175	34 567	30 320
Contrôle étranger	7 507	8 466	8 282	8 411
pourcentage				
<b>Marge bénéficiaire</b>				
Total	7,8	8,3	7,1	7,1
Contrôle canadien	7,8	8,3	7,1	7,1
Contrôle étranger	8,0	8,4	7,1	7,1
Non financières	6,4	7,0	5,9	6,1
Contrôle canadien	6,0	6,6	5,7	5,9
Contrôle étranger	7,4	7,7	6,4	6,4
Financières et assurances	20,4	20,5	18,2	17,3
Contrôle canadien	22,5	21,4	18,8	17,7
Contrôle étranger	14,2	17,3	16,0	15,9

En l'an 2000, les sociétés ont acquis en valeur annuelle des bénéfices d'exploitation records de 192 milliards, surtout grâce aux gains réalisés par les branches de l'extraction du pétrole et du gaz et de la fabrication. Pour la plupart, les branches d'activité ont vu leurs bénéfices s'accroître en 2000, mais les meilleurs apports sont venus de ces deux branches d'activité. Les sociétés d'extraction de pétrole et de gaz ont connu une année particulièrement favorable. En l'an 2000, elles ont triplé leurs bénéfices, gagnant ainsi près de 19 milliards (tableau explicatif 4.2). Le gros de cette progression est attribuable aux sociétés sous contrôle canadien, bien que les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger aient aussi notablement augmenté. Dans la branche de la fabrication, le gain a également été intéressant, les bénéfices s'étant accrus de 11 % cette année-là. On a relevé des taux identiques de progression pour les fabricants

sous contrôle canadien et sous contrôle étranger. D'après les Statistiques financières trimestrielles des entreprises du quatrième trimestre de 2000, ce sont les secteurs de l'automobile et de la haute technologie (ordinateurs et appareils électroniques) qui ont le plus contribué à cette croissance. Signalons que les bénéfices ont aussi évolué en hausse dans les branches d'activité financières.

En 2001, les bénéfices d'exploitation des sociétés se trouvaient en décroissance. Ils accusaient une baisse considérable par rapport au sommet de 2000. Le secteur de la fabrication, qui avait mené pour l'accroissement des bénéfices en 2000, a été le plus rudement touché. Les bénéfices manufacturiers ont chuté du tiers, passant de 52 à 35 milliards de 2000 à 2001, recul dont se sont un peu plus ressenties les sociétés sous contrôle étranger que

les sociétés sous contrôle canadien. Les fabricants de produits informatiques et électroniques en ont le plus souffert, se retrouvant dans une situation de perte en 2001 en raison de la contraction de la demande mondiale d'appareils de télécommunication et de produits électroniques. Les fabricants de produits chimiques ont aussi vu leurs bénéfices évoluer en baisse, la demande pour ces produits ayant diminué suite au fléchissement de la demande de produits de haute technologie (Statistiques financières trimestrielles des entreprises – quatrième trimestre de 2001). Ce que devait quelque peu compenser une hausse des bénéfices réalisés par l'extraction pétrolière et gazière du fait du fort renchérissement du pétrole brut. Bien que ne connaissant pas une progression considérable de leurs bénéfices comme en l'an 2000, les producteurs pétroliers et gaziers ont fait des gains appréciables.

Au niveau global, les bénéfices annuels des sociétés en 2002 ressemblent fort à ceux de 2001, mais au niveau des branches d'activité, on note un certain nombre de variations en hausse comme en baisse. L'année 2002 a été une année intéressante pour la branche de la fabrication, qui s'est remise d'un recul net de ses bénéfices en 2001. Les fabricants de pièces et de véhicules automobiles ont eu droit à de

très fortes augmentations de leurs bénéfices, ayant pu tabler sur la faiblesse des taux d'intérêt et l'attrait des programmes d'encouragement à l'achat. Il y a aussi eu hausse des bénéfices dans le cas des fabricants de produits chimiques, alors que les fabricants de produits informatiques et électroniques demeuraient en plein marasme (Statistiques financières trimestrielles des entreprises – quatrième trimestre de 2002).

La branche des transports s'est trouvée en redressement avec un relèvement de ses bénéfices de plus de 50 %. Les sociétés tant sous contrôle canadien que sous contrôle étranger ont profité de ce mouvement ascendant. Les détaillants ont aussi connu une progression appréciable profitant de la faiblesse des taux d'intérêt. Du côté négatif, les branches de l'extraction du pétrole et du gaz et les branches financières ont vu leurs bénéfices d'exploitation évoluer nettement en baisse. Après avoir traversé quelques années de franche croissance, les sociétés de pétrole et de gaz ont essuyé une perte de près de 30 % de leurs bénéfices; il s'agit dans ce cas des sociétés tant sous contrôle canadien que sous contrôle étranger. Quant à la branche bancaire, elle a connu une deuxième année consécutive de décroissance en 2002 avec une diminution de 15 % de 2001 à 2002.

Tableau explicatif 4.2

## Bénéfices d'exploitation selon la branche d'activité (1999-2002)

Branche d'activité/pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation			
	1999	2000	2001	2002
	millions de dollars			
<b>Non financières</b>				
Agriculture, foresterie, pêche et chasse				
Total	1 846	2 380	2 603	2 145
Contrôle canadien	1 733	2 293	2 595	2 189
Contrôle étranger	113	87	8	-44
Extraction de pétrole, de gaz et de charbon				
Total	4 735	18 778	20 412	14 549
Contrôle canadien	1 698	10 241	10 811	7 974
Contrôle étranger	3 037	8 537	9 601	6 575
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon				
Total	990	2 250	1 574	1 576
Contrôle canadien	-40	1 395	664	845
Contrôle étranger	1 030	855	910	731
Services publics				
Total	9 930	11 958	10 869	10 932
Contrôle canadien	9 734	11 889	9 982	10 589
Contrôle étranger	196	69	887	343
Construction				
Total	3 513	3 439	4 350	5 199
Contrôle canadien	3 257	3 212	4 138	4 845
Contrôle étranger	256	227	212	354
Fabrication				
Total	46 857	52 242	35 242	38 020
Contrôle canadien	20 712	23 071	16 312	18 712
Contrôle étranger	26 145	29 171	18 930	19 308
Commerce de gros				
Total	8 124	9 173	9 561	9 784
Contrôle canadien	4 655	5 305	5 376	5 147
Contrôle étranger	3 469	3 868	4 185	4 637
Commerce de détail				
Total	9 540	9 249	11 431	12 882
Contrôle canadien	7 841	7 505	9 836	10 747
Contrôle étranger	1 699	1 744	1 595	2 135
Transport et entreposage				
Total	5 844	5 440	4 572	7 166
Contrôle canadien	4 060	3 902	3 064	5 103
Contrôle étranger	1 784	1 538	1 508	2 063
Industrie de l'information et industrie culturelle				
Total	6 526	7 444	5 144	5 938
Contrôle canadien	6 246	7 366	4 593	5 593
Contrôle étranger	280	78	551	345
Services immobiliers et services de location et de location à bail				
Total	7 041	9 236	9 981	12 018
Contrôle canadien	6 046	7 581	7 594	8 810
Contrôle étranger	995	1 655	2 387	3 208

Tableau explicatif 4.2 – suite

**Bénéfices d'exploitation selon la branche d'activité (1999-2002)**

Branche d'activité/pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation			
	1999	2000	2001	2002
	millions de dollars			
<b>Services professionnels, scientifiques et techniques</b>				
Total	1 868	1 058	918	1 130
Contrôle canadien	1 382	645	486	545
Contrôle étranger	486	413	432	585
<b>Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement</b>				
Total	1 541	1 633	1 540	1 593
Contrôle canadien	1 004	1 111	875	1 161
Contrôle étranger	537	522	665	432
<b>Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale</b>				
Total	1 603	1 725	2 065	2 186
Contrôle canadien	1 614	1 721	2 053	2 177
Contrôle étranger	-11	4	12	9
<b>Arts, spectacles et loisirs</b>				
Total	4 779	5 887	5 137	5 394
Contrôle canadien	4 709	5 851	5 056	5 325
Contrôle étranger	70	36	81	69
<b>Hébergement et services de restauration</b>				
Total	1 941	1 517	1 786	1 976
Contrôle canadien	1 653	1 196	1 401	1 600
Contrôle étranger	288	321	385	376
<b>Autres services, sauf les administrations publiques</b>				
Total	1 130	1 164	1 025	1 513
Contrôle canadien	795	736	802	1 185
Contrôle étranger	335	428	223	328
<b>Financières et assurances</b>				
<b>Intermédiation de dépôt et de crédit</b>				
Total	19 795	20 973	19 570	16 646
Contrôle canadien	18 082	19 664	18 291	15 640
Contrôle étranger	1 713	1 309	1 279	1 006
<b>Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts</b>				
Total	7 151	8 619	8 463	8 380
Contrôle canadien	4 336	5 137	4 152	4 146
Contrôle étranger	2 815	3 482	4 311	4 234
<b>Sociétés d'assurance</b>				
Total	4 720	5 479	4 140	4 459
Contrôle canadien	2 602	3 482	2 721	3 069
Contrôle étranger	2 118	1 997	1 419	1 390
<b>Autres intermédiaires financiers</b>				
Total	10 748	12 571	10 675	9 245
Contrôle canadien	9 886	10 893	9 402	7 464
Contrôle étranger	862	1 678	1 273	1 781

# Produits connexes

## Choisis parmi les publications de Statistique Canada

---

61-008-X	Statistiques financières trimestrielles des entreprises
61-219-X	Statistiques financières et fiscales des entreprises
61-517-X	Liens de parenté entre sociétés

---

## Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

---

179-0004	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM), variables financières principales
180-0003	Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

---

## Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

---

2503	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM) (anciennement CALURA)
2510	Statistiques financières et fiscales des entreprises

---

# *Tableaux statistiques*

Tableau 1-1

## Agriculture, foresterie, pêche et chasse - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	384	x	x	1 040	x	x	52 818	53 858
2001	390	x	x	877	x	x	49 100	49 977
2000	464	443	180	1 087	x	x	44 848	45 935
1999	285	259	432	976	x	x	41 810	42 785
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	285	x	x	697	x	x	36 450	37 148
2001	272	x	x	577	x	x	35 638	36 214
2000	330	384	81	795	x	x	32 755	33 550
1999	363	250	369	982	x	x	29 484	30 467
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	7	x	x	-44	x	x	2 189	2 145
2001	8	x	x	8	x	x	2 595	2 603
2000	22	52	14	87	x	x	2 293	2 380
1999	36	28	49	113	x	x	1 733	1 847

Tableau 1-2

## Agriculture, foresterie, pêche et chasse - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	0,7	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2001	0,8	x	x	1,8	x	x	98,2	100
2000	1,0	1,0	0,4	2,4	x	x	97,6	100
1999	0,7	0,6	1,0	2,3	x	x	97,7	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	0,8	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2001	0,8	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	1,0	1,1	0,2	2,4	x	x	97,6	100
1999	1,2	0,8	1,2	3,2	x	x	96,8	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	0,3	x	x	-2,1	x	x	102,1	100
2001	0,3	x	x	0,3	x	x	99,7	100
2000	0,9	2,2	0,6	3,7	x	x	96,3	100
1999	2,0	1,5	2,6	6,1	x	x	93,9	100

Tableau 2-1

## Extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Valeur en dollars

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	x	x	x	109 619	x	x	100 628	210 247
2001	x	x	x	98 418	x	x	94 441	192 859
2000	x	x	x	67 101	x	x	90 851	157 953
1999	46 009	444	F	53 025	66 525	477	67 002	120 026
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	x	x	x	42 854	x	x	43 108	85 962
2001	x	x	x	46 068	x	x	40 814	86 882
2000	x	x	x	40 629	x	x	33 489	74 118
1999	19 566	172	F	23 089	20 384	206	20 590	43 679
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	x	x	x	6 575	x	x	7 974	14 550
2001	x	x	x	9 601	x	x	10 811	20 412
2000	x	x	x	8 537	x	x	10 241	18 779
1999	2 610	9	F	3 037	1 716	-18	1 698	4 735

Tableau 2-2

## Extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Pourcentage

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	x	x	x	52,1	x	x	47,9	100
2001	x	x	x	51,0	x	x	49,0	100
2000	x	x	x	42,5	x	x	57,5	100
1999	38,3	0,4	F	44,2	55,4	0,4	55,8	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	x	x	x	49,9	x	x	50,1	100
2001	x	x	x	53,0	x	x	47,0	100
2000	x	x	x	54,8	x	x	45,2	100
1999	44,8	0,4	F	52,9	46,7	0,5	47,1	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	x	x	x	45,2	x	x	54,8	100
2001	x	x	x	47,0	x	x	53,0	100
2000	x	x	x	45,5	x	x	54,5	100
1999	55,1	0,2	F	64,1	36,2	-0,4	35,9	100

Tableau 3-1

## Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	16 378	2 927	5 126	24 431	x	x	76 772	101 204
2001	16 605	2 384	4 374	23 363	x	x	71 845	95 208
2000	15 503	2 404	2 311	20 218	x	x	62 621	82 839
1999	13 663	2 556	3 744	19 963	x	x	59 770	79 733
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	4 548	1 020	1 769	7 337	x	x	21 338	28 676
2001	5 130	903	1 871	7 903	x	x	21 168	29 072
2000	5 389	877	1 733	7 998	x	x	18 098	26 096
1999	4 762	873	2 133	7 767	x	x	15 756	23 523
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	586	92	53	731	x	x	845	1 577
2001	617	98	194	910	x	x	664	1 574
2000	774	17	63	855	x	x	1 395	2 249
1999	808	85	137	1 030	x	x	-40	990

Tableau 3-2

## Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole, de gaz et de charbon - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	16,2	2,9	5,1	24,1	x	x	75,9	100
2001	17,4	2,5	4,6	24,5	x	x	75,5	100
2000	18,7	2,9	2,8	24,4	x	x	75,6	100
1999	17,1	3,2	4,7	25,0	x	x	75,0	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	15,9	3,6	6,2	25,6	x	x	74,4	100
2001	17,6	3,1	6,4	27,2	x	x	72,8	100
2000	20,6	3,4	6,6	30,6	x	x	69,4	100
1999	20,2	3,7	9,1	33,0	x	x	67,0	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	37,2	5,8	3,4	46,4	x	x	53,6	100
2001	39,2	6,2	12,4	57,8	x	x	42,2	100
2000	34,4	0,8	2,8	38,0	x	x	62,0	100
1999	81,7	8,6	13,8	104,1	x	x	-4,1	100

Tableau 4-1

## Services publics - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	x	x	x	9 539	38 485	137 323	175 807	185 346
2001	x	x	x	10 319	36 035	136 705	172 740	183 059
2000	x	x	x	3 890	37 623	135 467	173 089	176 980
1999	x	x	x	2 720	32 250	110 482	142 733	145 453
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	x	x	x	17 729	28 339	30 643	58 981	76 711
2001	x	x	x	32 995	26 787	33 962	60 748	93 743
2000	x	x	x	23 545	18 506	28 697	47 203	70 748
1999	x	x	x	15 166	15 727	22 382	38 109	53 275
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	x	x	x	343	2 129	8 460	10 589	10 931
2001	x	x	x	887	1 900	8 082	9 982	10 869
2000	x	x	x	69	2 139	9 750	11 889	11 958
1999	x	x	x	196	2 343	7 391	9 734	9 930

Tableau 4-2

## Services publics - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	x	x	x	5,1	20,8	74,1	94,9	100
2001	x	x	x	5,6	19,7	74,7	94,4	100
2000	x	x	x	2,2	21,3	76,5	97,8	100
1999	x	x	x	1,9	22,2	76,0	98,1	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	x	x	x	23,1	36,9	39,9	76,9	100
2001	x	x	x	35,2	28,6	36,2	64,8	100
2000	x	x	x	33,3	26,2	40,6	66,7	100
1999	x	x	x	28,5	29,5	42,0	71,5	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	x	x	x	3,1	19,5	77,4	96,9	100
2001	x	x	x	8,2	17,5	74,4	91,8	100
2000	x	x	x	0,6	17,9	81,5	99,4	100
1999	x	x	x	2,0	23,6	74,4	98,0	100

Tableau 5-1

## Construction - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	1 735	1 766	448	3 949	x	x	97 298	101 248
2001	1 643	1 672	453	3 768	x	x	91 023	94 791
2000	1 667	1 713	786	4 165	x	x	85 945	90 110
1999	1 383	1 138	698	3 219	x	x	83 102	86 322
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	4 999	2 250	346	7 595	x	x	133 830	141 425
2001	4 086	1 882	260	6 228	x	x	124 083	130 311
2000	3 460	2 600	463	6 523	x	x	113 903	120 426
1999	2 745	1 539	583	4 867	x	x	103 521	108 388
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	128	208	17	354	x	x	4 845	5 198
2001	120	85	7	212	x	x	4 138	4 350
2000	147	112	-32	227	x	x	3 212	3 439
1999	129	62	65	256	x	x	3 257	3 513

Tableau 5-2

## Construction - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	1,7	1,7	0,4	3,9	x	x	96,1	100
2001	1,7	1,8	0,5	4,0	x	x	96,0	100
2000	1,8	1,9	0,9	4,6	x	x	95,4	100
1999	1,6	1,3	0,8	3,7	x	x	96,3	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	3,5	1,6	0,2	5,4	x	x	94,6	100
2001	3,1	1,4	0,2	4,8	x	x	95,2	100
2000	2,9	2,2	0,4	5,4	x	x	94,6	100
1999	2,5	1,4	0,5	4,5	x	x	95,5	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	2,5	4,0	0,3	6,8	x	x	93,2	100
2001	2,8	2,0	0,2	4,9	x	x	95,1	100
2000	4,3	3,3	-0,9	6,6	x	x	93,4	100
1999	3,7	1,8	1,9	7,3	x	x	92,7	100

Tableau 6-1

## Fabrication - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	202 802	90 201	26 288	319 291	x	x	302 719	622 010
2001	205 756	89 442	27 475	322 673	x	x	282 515	605 189
2000	153 894	88 047	24 537	266 477	x	x	323 765	590 242
1999	159 190	56 326	26 294	241 810	270 601	577	271 179	512 988
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	219 455	76 874	37 859	334 188	x	x	310 631	644 818
2001	220 387	80 229	36 612	337 227	x	x	301 975	639 202
2000	216 634	79 558	33 332	329 525	x	x	320 131	649 656
1999	223 694	51 228	33 638	308 561	281 823	699	282 522	591 083
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	11 722	5 878	1 708	19 308	x	x	18 712	38 020
2001	11 456	5 997	1 477	18 930	x	x	16 312	35 242
2000	20 871	6 334	1 966	29 171	x	x	23 071	52 242
1999	17 984	5 559	2 602	26 145	20 656	56	20 712	46 857

Tableau 6-2

## Fabrication - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	32,6	14,5	4,2	51,3	x	x	48,7	100
2001	34,0	14,8	4,5	53,3	x	x	46,7	100
2000	26,1	14,9	4,2	45,1	x	x	54,9	100
1999	31,0	11,0	5,1	47,1	52,8	0,1	52,9	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	34,0	11,9	5,9	51,8	x	x	48,2	100
2001	34,5	12,6	5,7	52,8	x	x	47,2	100
2000	33,3	12,2	5,1	50,7	x	x	49,3	100
1999	37,8	8,7	5,7	52,2	47,7	0,1	47,8	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	30,8	15,5	4,5	50,8	x	x	49,2	100
2001	32,5	17,0	4,2	53,7	x	x	46,3	100
2000	40,0	12,1	3,8	55,8	x	x	44,2	100
1999	38,4	11,9	5,6	55,8	44,1	0,1	44,2	100

Tableau 7-1

## Commerce de gros - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	35 732	13 059	11 197	59 988	x	x	105 749	165 737
2001	34 664	11 716	10 476	56 856	x	x	104 327	161 184
2000	34 102	13 093	13 223	60 418	x	x	100 523	160 941
1999	27 232	8 418	10 105	45 755	x	x	96 192	141 947
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	65 622	25 796	32 561	123 979	x	x	238 986	362 965
2001	67 383	24 499	30 731	122 613	x	x	246 296	368 909
2000	65 453	28 293	32 596	126 343	x	x	225 678	352 020
1999	54 810	19 070	24 731	98 611	x	x	210 635	309 246
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	2 874	1 012	752	4 637	x	x	5 147	9 784
2001	2 650	947	588	4 185	x	x	5 376	9 561
2000	2 172	939	756	3 868	x	x	5 305	9 172
1999	2 064	793	612	3 469	x	x	4 655	8 124

Tableau 7-2

## Commerce de gros - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	21,6	7,9	6,8	36,2	x	x	63,8	100
2001	21,5	7,3	6,5	35,3	x	x	64,7	100
2000	21,2	8,1	8,2	37,5	x	x	62,5	100
1999	19,2	5,9	7,1	32,2	x	x	67,8	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	18,1	7,1	9,0	34,2	x	x	65,8	100
2001	18,3	6,6	8,3	33,2	x	x	66,8	100
2000	18,6	8,0	9,3	35,9	x	x	64,1	100
1999	17,7	6,2	8,0	31,9	x	x	68,1	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	29,4	10,3	7,7	47,4	x	x	52,6	100
2001	27,7	9,9	6,1	43,8	x	x	56,2	100
2000	23,7	10,2	8,2	42,2	x	x	57,8	100
1999	25,4	9,8	7,5	42,7	x	x	57,3	100

Tableau 8-1

## Commerce de détail - Valeur en dollars

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	21 260	3 544	660	25 463	102 043	2 230	104 273	129 737
2001	19 341	3 220	598	23 159	91 628	2 066	93 694	116 853
2000	16 945	2 620	502	20 067	88 739	1 876	90 615	110 682
1999	15 441	3 553	402	19 395	81 034	1 393	82 426	101 822
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	45 301	8 390	2 296	55 987	280 646	10 758	291 405	347 392
2001	41 956	7 923	2 123	52 002	255 786	10 920	266 707	318 708
2000	38 974	7 291	2 093	48 358	243 159	7 741	250 900	299 258
1999	34 611	7 663	1 690	43 963	223 158	8 459	231 617	275 581
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	1 918	187	30	2 135	6 491	4 256	10 747	12 882
2001	1 376	197	22	1 595	5 483	4 353	9 836	11 431
2000	1 467	204	73	1 744	4 837	2 668	7 505	9 249
1999	1 188	462	49	1 699	4 812	3 028	7 841	9 540

Tableau 8-2

## Commerce de détail - Pourcentage

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	16,4	2,7	0,5	19,6	78,7	1,7	80,4	100
2001	16,6	2,8	0,5	19,8	78,4	1,8	80,2	100
2000	15,3	2,4	0,5	18,1	80,2	1,7	81,9	100
1999	15,2	3,5	0,4	19,0	79,6	1,4	81,0	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	13,0	2,4	0,7	16,1	80,8	3,1	83,9	100
2001	13,2	2,5	0,7	16,3	80,3	3,4	83,7	100
2000	13,0	2,4	0,7	16,2	81,3	2,6	83,8	100
1999	12,6	2,8	0,6	16,0	81,0	3,1	84,0	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	14,9	1,4	0,2	16,6	50,4	33,0	83,4	100
2001	12,0	1,7	0,2	14,0	48,0	38,1	86,0	100
2000	15,9	2,2	0,8	18,9	52,3	28,8	81,1	100
1999	12,5	4,8	0,5	17,8	50,4	31,7	82,2	100

Tableau 9-1

## Transport et entreposage - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	17 670	5 248	710	23 628	89 819	11 819	101 638	125 266
2001	16 176	846	655	17 677	94 138	10 022	104 159	121 836
2000	15 604	F	675	17 252	91 804	8 593	100 397	117 649
1999	13 988	875	635	15 497	78 460	9 270	87 730	103 227
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	13 629	1 772	1 884	17 285	77 001	9 340	86 341	103 626
2001	9 028	1 560	1 907	12 495	77 346	8 894	86 240	98 735
2000	9 248	F	1 944	12 819	73 262	8 472	81 733	94 552
1999	8 791	1 260	1 952	12 003	67 398	8 024	75 423	87 425
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	1 580	272	211	2 063	4 725	378	5 103	7 166
2001	1 413	-30	125	1 508	2 792	272	3 064	4 572
2000	1 488	F	77	1 538	3 624	278	3 902	5 440
1999	1 634	74	76	1 784	3 760	300	4 060	5 844

Tableau 9-2

## Transport et entreposage - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	14,1	4,2	0,6	18,9	71,7	9,4	81,1	100
2001	13,3	0,7	0,5	14,5	77,3	8,2	85,5	100
2000	13,3	F	0,6	14,7	78,0	7,3	85,3	100
1999	13,6	0,8	0,6	15,0	76,0	9,0	85,0	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	13,2	1,7	1,8	16,7	74,3	9,0	83,3	100
2001	9,1	1,6	1,9	12,7	78,3	9,0	87,3	100
2000	9,8	F	2,1	13,6	77,5	9,0	86,4	100
1999	10,1	1,4	2,2	13,7	77,1	9,2	86,3	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	22,0	3,8	2,9	28,8	65,9	5,3	71,2	100
2001	30,9	-0,7	2,7	33,0	61,1	6,0	67,0	100
2000	27,4	F	1,4	28,3	66,6	5,1	71,7	100
1999	28,0	1,3	1,3	30,5	64,3	5,1	69,5	100

Tableau 10-1

## Industrie de l'information et industrie culturelle - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	4 899	2 115	932	7 946	x	x	156 196	164 142
2001	3 888	2 023	F	6 825	x	x	162 804	169 629
2000	4 173	1 831	F	6 586	x	x	148 531	155 117
1999	4 204	813	439	5 456	x	x	118 485	123 941
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	3 780	1 710	825	6 316	x	x	65 367	71 683
2001	3 928	1 788	F	6 501	x	x	64 305	70 805
2000	3 717	1 396	F	5 814	x	x	60 266	66 079
1999	3 359	1 124	428	4 911	x	x	55 257	60 169
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	277	109	-40	345	x	x	5 593	5 938
2001	434	150	F	551	x	x	4 593	5 144
2000	20	96	F	78	x	x	7 366	7 444
1999	156	124	0	280	x	x	6 246	6 526

Tableau 10-2

## Industrie de l'information et industrie culturelle - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	3,0	1,3	0,6	4,8	x	x	95,2	100
2001	2,3	1,2	F	4,0	x	x	96,0	100
2000	2,7	1,2	F	4,2	x	x	95,8	100
1999	3,4	0,7	0,4	4,4	x	x	95,6	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	5,3	2,4	1,2	8,8	x	x	91,2	100
2001	5,5	2,5	F	9,2	x	x	90,8	100
2000	5,6	2,1	F	8,8	x	x	91,2	100
1999	5,6	1,9	0,7	8,2	x	x	91,8	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	4,7	1,8	-0,7	5,8	x	x	94,2	100
2001	8,4	2,9	F	10,7	x	x	89,3	100
2000	0,3	1,3	F	1,0	x	x	99,0	100
1999	2,4	1,9	0,0	4,3	x	x	95,7	100

Tableau 11-1

## Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	62 599	17 700	8 365	88 664	18 653	64 061	82 713	171 378
2001	58 202	16 459	7 479	82 139	18 081	61 680	79 761	161 901
2000	57 842	17 958	9 246	85 046	18 521	55 554	74 075	159 121
1999	63 137	4 695	11 866	79 698	19 973	52 484	72 457	152 155
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	8 698	1 959	647	11 304	3 386	5 074	8 460	19 764
2001	8 356	1 992	677	11 025	3 101	5 306	8 407	19 432
2000	7 603	2 112	806	10 521	3 386	5 355	8 741	19 262
1999	7 999	675	849	9 524	3 539	4 704	8 243	17 767
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	2 816	1 022	396	4 234	863	3 282	4 146	8 380
2001	2 938	1 018	354	4 311	740	3 412	4 152	8 463
2000	2 205	774	503	3 482	779	4 357	5 137	8 619
1999	1 920	262	633	2 815	520	3 815	4 336	7 150

Tableau 11-2

## Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	36,5	10,3	4,9	51,7	10,9	37,4	48,3	100
2001	35,9	10,2	4,6	50,7	11,2	38,1	49,3	100
2000	36,4	11,3	5,8	53,4	11,6	34,9	46,6	100
1999	41,5	3,1	7,8	52,4	13,1	34,5	47,6	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	44,0	9,9	3,3	57,2	17,1	25,7	42,8	100
2001	43,0	10,3	3,5	56,7	16,0	27,3	43,3	100
2000	39,5	11,0	4,2	54,6	17,6	27,8	45,4	100
1999	45,0	3,8	4,8	53,6	19,9	26,5	46,4	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	33,6	12,2	4,7	50,5	10,3	39,2	49,5	100
2001	34,7	12,0	4,2	50,9	8,7	40,3	49,1	100
2000	25,6	9,0	5,8	40,4	9,0	50,6	59,6	100
1999	26,9	3,7	8,8	39,4	7,3	53,4	60,6	100

Tableau 12-1

## Sociétés d'assurance - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	37 666	48 585	10 251	96 503	198 707	8 998	207 705	304 208
2001	34 754	44 520	9 631	88 906	180 564	8 543	189 107	278 013
2000	29 480	40 972	9 351	79 804	173 156	8 611	181 768	261 572
1999	54 204	39 054	10 698	103 957	139 992	8 157	148 149	252 106
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	11 339	14 393	3 071	28 803	41 772	4 472	46 244	75 047
2001	8 384	13 499	3 348	25 232	41 545	4 280	45 826	71 057
2000	7 912	13 388	1 237	22 538	40 730	4 135	44 865	67 403
1999	12 336	11 810	2 940	27 086	32 573	3 935	36 508	63 594
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	824	612	-46	1 390	3 403	-334	3 069	4 459
2001	496	611	311	1 419	2 964	-242	2 721	4 140
2000	993	890	114	1 997	3 230	251	3 482	5 478
1999	1 370	692	55	2 118	2 587	15	2 602	4 719

Tableau 12-2

## Sociétés d'assurance - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	12,4	16,0	3,4	31,7	65,3	3,0	68,3	100
2001	12,5	16,0	3,5	32,0	64,9	3,1	68,0	100
2000	11,3	15,7	3,6	30,5	66,2	3,3	69,5	100
1999	21,5	15,5	4,2	41,2	55,5	3,2	58,8	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	15,1	19,2	4,1	38,4	55,7	6,0	61,6	100
2001	11,8	19,0	4,7	35,5	58,5	6,0	64,5	100
2000	11,7	19,9	1,8	33,4	60,4	6,1	66,6	100
1999	19,4	18,6	4,6	42,6	51,2	6,2	57,4	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	18,5	13,7	-1,0	31,2	76,3	-7,5	68,8	100
2001	12,0	14,8	7,5	34,3	71,6	-5,9	65,7	100
2000	18,1	16,2	2,1	36,4	59,0	4,6	63,6	100
1999	29,0	14,7	1,2	44,9	54,8	0,3	55,1	100

Tableau 13-1

## Autres intermédiaires financiers - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	23 000	3 651	1 414	28 065	x	x	151 318	179 382
2001	F	3 239	1 344	23 391	x	x	151 536	174 927
2000	21 067	F	1 605	26 964	x	x	140 894	167 858
1999	18 729	2 748	F	24 191	151 968	288	152 256	176 447
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	5 822	1 459	389	7 671	x	x	36 268	43 938
2001	F	1 737	486	8 552	x	x	38 829	47 381
2000	5 737	F	649	8 017	x	x	38 869	46 886
1999	3 597	723	F	4 972	33 937	36	33 973	38 945
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	1 430	289	62	1 781	x	x	7 464	9 245
2001	F	494	93	1 273	x	x	9 402	10 675
2000	1 136	F	218	1 678	x	x	10 893	12 571
1999	655	120	F	862	9 870	16	9 886	10 749

Tableau 13-2

## Autres intermédiaires financiers - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	12,8	2,0	0,8	15,6	x	x	84,4	100
2001	F	1,9	0,8	13,4	x	x	86,6	100
2000	12,6	F	1,0	16,1	x	x	83,9	100
1999	10,6	1,6	F	13,7	86,1	0,2	86,3	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	13,3	3,3	0,9	17,5	x	x	82,5	100
2001	F	3,7	1,0	18,0	x	x	82,0	100
2000	12,2	F	1,4	17,1	x	x	82,9	100
1999	9,2	1,9	F	12,8	87,1	0,1	87,2	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	15,5	3,1	0,7	19,3	x	x	80,7	100
2001	F	4,6	0,9	11,9	x	x	88,1	100
2000	9,0	F	1,7	13,3	x	x	86,7	100
1999	6,1	1,1	F	8,0	91,8	0,1	92,0	100

Tableau 14-1

## Intermédiation financière par le biais de dépôts - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	26 395	64 169	10 026	100 590	x	x	1 353 420	1 454 011
2001	30 339	61 970	10 394	102 704	x	x	1 297 449	1 400 153
2000	26 143	56 229	10 845	93 216	x	x	1 222 472	1 315 688
1999	23 813	100 693	10 369	134 876	x	x	1 111 460	1 246 336
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	1 301	3 211	562	5 074	x	x	80 046	85 120
2001	2 018	4 024	900	6 942	x	x	90 558	97 500
2000	2 611	4 458	918	7 987	x	x	90 577	98 564
1999	1 541	8 360	1 276	11 177	x	x	76 520	87 697
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	181	695	129	1 006	x	x	15 640	16 646
2001	243	824	211	1 279	x	x	18 291	19 570
2000	360	730	219	1 309	x	x	19 664	20 973
1999	357	1 147	209	1 713	x	x	18 082	19 795

Tableau 14-2

## Intermédiation financière par le biais de dépôts - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	1,8	4,4	0,7	6,9	x	x	93,1	100
2001	2,2	4,4	0,7	7,3	x	x	92,7	100
2000	2,0	4,3	0,8	7,1	x	x	92,9	100
1999	1,9	8,1	0,8	10,8	x	x	89,2	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	1,5	3,8	0,7	6,0	x	x	94,0	100
2001	2,1	4,1	0,9	7,1	x	x	92,9	100
2000	2,6	4,5	0,9	8,1	x	x	91,9	100
1999	1,8	9,5	1,5	12,7	x	x	87,3	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	1,1	4,2	0,8	6,0	x	x	94,0	100
2001	1,2	4,2	1,1	6,5	x	x	93,5	100
2000	1,7	3,5	1,0	6,2	x	x	93,8	100
1999	1,8	5,8	1,1	8,7	x	x	91,3	100

Tableau 15-1

## Services immobiliers et services de location et de location à bail - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	F	2 582	3 298	24 171	167 170	F	174 555	198 726
2001	19 401	2 570	1 570	23 541	158 714	F	161 631	185 172
2000	F	3 224	3 739	24 791	150 781	2 579	153 360	178 151
1999	10 093	2 937	3 072	16 103	154 599	2 711	157 310	173 412
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	F	485	429	10 414	43 853	F	44 852	55 266
2001	8 145	489	372	9 006	42 409	F	42 832	51 838
2000	F	854	645	7 088	42 254	272	42 525	49 614
1999	3 443	754	648	4 845	36 327	363	36 690	41 536
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	F	126	144	3 208	8 495	F	8 810	12 018
2001	2 168	133	86	2 387	7 510	F	7 594	9 981
2000	F	168	144	1 655	7 505	76	7 581	9 236
1999	645	201	150	995	6 008	38	6 046	7 041

Tableau 15-2

## Services immobiliers et services de location et de location à bail - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	F	1,3	1,7	12,2	84,1	F	87,8	100
2001	10,5	1,4	0,8	12,7	85,7	F	87,3	100
2000	F	1,8	2,1	13,9	84,6	1,4	86,1	100
1999	5,8	1,7	1,8	9,3	89,2	1,6	90,7	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	F	0,9	0,8	18,8	79,3	F	81,2	100
2001	15,7	0,9	0,7	17,4	81,8	F	82,6	100
2000	F	1,7	1,3	14,3	85,2	0,5	85,7	100
1999	8,3	1,8	1,6	11,7	87,5	0,9	88,3	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	F	1,1	1,2	26,7	70,7	F	73,3	100
2001	21,7	1,3	0,9	23,9	75,2	F	76,1	100
2000	F	1,8	1,6	17,9	81,3	0,8	82,1	100
1999	9,2	2,8	2,1	14,1	85,3	0,5	85,9	100

Tableau 16-1

## Services professionnels, scientifiques et techniques - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	8 108	2 616	558	11 282	x	x	72 417	83 699
2001	10 074	2 519	490	13 084	x	x	66 156	79 240
2000	10 160	2 160	632	12 952	x	x	59 612	72 564
1999	7 374	1 326	616	9 315	x	x	45 958	55 273
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	7 512	2 072	618	10 201	x	x	67 589	77 790
2001	9 735	2 194	571	12 499	x	x	65 380	77 879
2000	14 406	2 463	460	17 329	x	x	57 964	75 293
1999	8 173	1 863	561	10 598	x	x	49 432	60 030
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	254	357	-26	585	x	x	545	1 130
2001	141	294	-4	432	x	x	486	918
2000	300	124	-11	413	x	x	645	1 058
1999	422	48	16	486	x	x	1 382	1 868

Tableau 16-2

## Services professionnels, scientifiques et techniques - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	9,7	3,1	0,7	13,5	x	x	86,5	100
2001	12,7	3,2	0,6	16,5	x	x	83,5	100
2000	14,0	3,0	0,9	17,8	x	x	82,2	100
1999	13,3	2,4	1,1	16,9	x	x	83,1	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	9,7	2,7	0,8	13,1	x	x	86,9	100
2001	12,5	2,8	0,7	16,0	x	x	84,0	100
2000	19,1	3,3	0,6	23,0	x	x	77,0	100
1999	13,6	3,1	0,9	17,7	x	x	82,3	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	22,5	31,6	-2,3	51,7	x	x	48,3	100
2001	15,4	32,1	-0,4	47,0	x	x	53,0	100
2000	28,4	11,7	-1,0	39,0	x	x	61,0	100
1999	22,6	2,6	0,8	26,0	x	x	74,0	100

Tableau 17-1

## Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	6 503	1 269	F	8 067	x	x	27 331	35 398
2001	6 804	1 256	293	8 353	x	x	26 688	35 041
2000	7 081	1 025	312	8 419	x	x	23 097	31 515
1999	F	1 158	298	9 500	x	x	21 394	30 895
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	5 466	1 972	F	8 135	x	x	40 140	48 275
2001	5 806	2 091	857	8 754	x	x	40 058	48 812
2000	5 736	1 581	850	8 166	x	x	33 891	42 057
1999	F	1 450	449	7 521	x	x	31 226	38 747
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	381	66	F	432	x	x	1 161	1 593
2001	596	45	24	665	x	x	875	1 540
2000	467	20	35	522	x	x	1 111	1 633
1999	F	15	5	537	x	x	1 004	1 541

Tableau 17-2

## Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	18,4	3,6	F	22,8	x	x	77,2	100
2001	19,4	3,6	0,8	23,8	x	x	76,2	100
2000	22,5	3,3	1,0	26,7	x	x	73,3	100
1999	F	3,7	1,0	30,8	x	x	69,2	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	11,3	4,1	F	16,9	x	x	83,1	100
2001	11,9	4,3	1,8	17,9	x	x	82,1	100
2000	13,6	3,8	2,0	19,4	x	x	80,6	100
1999	F	3,7	1,2	19,4	x	x	80,6	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	23,9	4,1	F	27,1	x	x	72,9	100
2001	38,7	2,9	1,6	43,2	x	x	56,8	100
2000	28,6	1,2	2,1	32,0	x	x	68,0	100
1999	F	1,0	0,3	34,9	x	x	65,1	100

Tableau 18-1

## Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	280	x	x	377	x	x	23 968	24 344
2001	267	x	x	350	x	x	21 837	22 187
2000	596	x	x	707	x	x	20 025	20 733
1999	367	x	x	529	x	x	17 752	18 280
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	240	x	x	326	x	x	24 312	24 637
2001	259	x	x	356	x	x	22 107	22 463
2000	512	x	x	694	x	x	20 680	21 374
1999	288	x	x	448	x	x	19 546	19 995
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	7	x	x	9	x	x	2 177	2 185
2001	7	x	x	12	x	x	2 053	2 065
2000	-9	x	x	4	x	x	1 721	1 725
1999	-18	x	x	-11	x	x	1 614	1 603

Tableau 18-2

## Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	1,2	x	x	1,5	x	x	98,5	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,9	x	x	3,4	x	x	96,6	100
1999	2,0	x	x	2,9	x	x	97,1	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	1,0	x	x	1,3	x	x	98,7	100
2001	1,2	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	2,4	x	x	3,2	x	x	96,8	100
1999	1,4	x	x	2,2	x	x	97,8	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	0,3	x	x	0,4	x	x	99,6	100
2001	0,3	x	x	0,6	x	x	99,4	100
2000	-0,5	x	x	0,2	x	x	99,8	100
1999	-1,1	x	x	-0,7	x	x	100,7	100

Tableau 19-1

## Arts, spectacles et loisirs - Valeur en dollars

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	506	x	x	690	16 329	4 179	20 508	21 197
2001	431	x	x	697	13 024	3 935	16 959	17 656
2000 F		x	x	729	11 088	3 456	14 544	15 273
1999	205	x	x	397	11 136	2 566	13 702	14 099
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	442	x	x	577	10 146	13 496	23 642	24 219
2001	487	x	x	630	9 375	12 978	22 353	22 983
2000 F		x	x	471	8 381	17 361	25 741	26 212
1999	211	x	x	320	11 653	10 580	22 233	22 552
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	51	x	x	69	348	4 977	5 325	5 394
2001	94	x	x	81	275	4 781	5 056	5 137
2000 F		x	x	36	415	5 436	5 851	5 887
1999	62	x	x	70	925	3 784	4 709	4 779

Tableau 19-2

## Arts, spectacles et loisirs - Pourcentage

	Étranger			Total	Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres		Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	2,4	x	x	3,3	77,0	19,7	96,7	100
2001	2,4	x	x	3,9	73,8	22,3	96,1	100
2000 F		x	x	4,8	72,6	22,6	95,2	100
1999	1,5	x	x	2,8	79,0	18,2	97,2	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	1,8	x	x	2,4	41,9	55,7	97,6	100
2001	2,1	x	x	2,7	40,8	56,5	97,3	100
2000 F		x	x	1,8	32,0	66,2	98,2	100
1999	0,9	x	x	1,4	51,7	46,9	98,6	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	0,9	x	x	1,3	6,5	92,3	98,7	100
2001	1,8	x	x	1,6	5,4	93,1	98,4	100
2000 F		x	x	0,6	7,1	92,3	99,4	100
1999	1,3	x	x	1,5	19,4	79,2	98,5	100

Tableau 20-1

## Hébergement et services de restauration - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	3 504	717	1 530	5 752	x	x	33 496	39 248
2001	3 110	750	1 684	5 544	x	x	31 460	37 004
2000	2 618	690	1 680	4 989	x	x	29 103	34 092
1999	2 927	448	1 906	5 281	x	x	29 406	34 687
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	3 532	804	766	5 103	x	x	43 579	48 682
2001	3 437	907	843	5 187	x	x	41 632	46 819
2000	2 804	704	864	4 372	x	x	39 094	43 466
1999	2 744	404	792	3 941	x	x	36 823	40 764
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	300	21	56	376	x	x	1 600	1 976
2001	240	62	83	385	x	x	1 401	1 786
2000	176	63	81	321	x	x	1 196	1 517
1999	174	39	76	288	x	x	1 653	1 941

Tableau 20-2

## Hébergement et services de restauration - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	8,9	1,8	3,9	14,7	x	x	85,3	100
2001	8,4	2,0	4,6	15,0	x	x	85,0	100
2000	7,7	2,0	4,9	14,6	x	x	85,4	100
1999	8,4	1,3	5,5	15,2	x	x	84,8	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	7,3	1,7	1,6	10,5	x	x	89,5	100
2001	7,3	1,9	1,8	11,1	x	x	88,9	100
2000	6,5	1,6	2,0	10,1	x	x	89,9	100
1999	6,7	1,0	1,9	9,7	x	x	90,3	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	15,2	1,1	2,8	19,0	x	x	81,0	100
2001	13,4	3,4	4,7	21,5	x	x	78,5	100
2000	11,6	4,2	5,3	21,1	x	x	78,9	100
1999	8,9	2,0	3,9	14,9	x	x	85,1	100

Tableau 21-1

## Autres services (sauf les administrations publiques) - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	4 160	x	x	4 916	x	x	19 498	24 414
2001	1 577	x	x	2 321	x	x	18 657	20 978
2000	F	x	x	F	x	x	18 796	22 192
1999	2 572	x	x	3 176	x	x	18 901	22 077
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	1 257	x	x	2 522	x	x	28 557	31 080
2001	1 226	x	x	2 399	x	x	27 037	29 436
2000	F	x	x	F	x	x	25 405	30 351
1999	3 504	x	x	4 591	x	x	24 530	29 121
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	87	x	x	328	x	x	1 185	1 513
2001	33	x	x	223	x	x	802	1 025
2000	F	x	x	F	x	x	736	1 164
1999	192	x	x	335	x	x	795	1 130

Tableau 21-2

## Autres services (sauf les administrations publiques) - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	17,0	x	x	20,1	x	x	79,9	100
2001	7,5	x	x	11,1	x	x	88,9	100
2000	F	x	x	F	x	x	84,7	100
1999	11,7	x	x	14,4	x	x	85,6	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	4,0	x	x	8,1	x	x	91,9	100
2001	4,2	x	x	8,1	x	x	91,9	100
2000	F	x	x	F	x	x	83,7	100
1999	12,0	x	x	15,8	x	x	84,2	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	5,8	x	x	21,7	x	x	78,3	100
2001	3,2	x	x	21,8	x	x	78,2	100
2000	F	x	x	F	x	x	63,2	100
1999	17,0	x	x	29,6	x	x	70,4	100

Tableau 22-1

## Total des branches d'activité financières et assurances - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	149 660	134 106	30 056	313 822	1 614 599	180 558	1 795 157	2 108 979
2001	142 103	126 188	28 848	297 140	1 544 861	172 992	1 717 853	2 014 993
2000	134 532	119 451	31 047	285 031	1 462 516	156 692	1 619 209	1 904 239
1999	159 883	147 191	35 647	342 721	1 340 046	144 277	1 484 322	1 827 043
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	27 160	21 023	4 669	52 852	155 787	15 231	171 018	223 870
2001	25 088	21 252	5 411	51 751	168 171	15 449	183 620	235 371
2000	23 862	21 590	3 611	49 063	167 530	15 522	183 052	232 115
1999	25 473	21 569	5 718	52 759	141 949	13 295	155 244	208 003
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	5 251	2 618	542	8 411	22 348	7 972	30 319	38 730
2001	4 365	2 947	970	8 281	26 560	8 007	34 567	42 848
2000	4 694	2 718	1 054	8 466	29 397	9 778	39 175	47 641
1999	4 303	2 220	984	7 508	26 858	8 047	34 906	42 413

Tableau 22-2

## Total des branches d'activité financières et assurances - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	7,1	6,4	1,4	14,9	76,6	8,6	85,1	100
2001	7,1	6,3	1,4	14,7	76,7	8,6	85,3	100
2000	7,1	6,3	1,6	15,0	76,8	8,2	85,0	100
1999	8,8	8,1	2,0	18,8	73,3	7,9	81,2	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	12,1	9,4	2,1	23,6	69,6	6,8	76,4	100
2001	10,7	9,0	2,3	22,0	71,4	6,6	78,0	100
2000	10,3	9,3	1,6	21,1	72,2	6,7	78,9	100
1999	12,2	10,4	2,7	25,4	68,2	6,4	74,6	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	13,6	6,8	1,4	21,7	57,7	20,6	78,3	100
2001	10,2	6,9	2,3	19,3	62,0	18,7	80,7	100
2000	9,9	5,7	2,2	17,8	61,7	20,5	82,2	100
1999	10,1	5,2	2,3	17,7	63,3	19,0	82,3	100

Tableau 23-1

## Total des branches d'activité non financières (sauf l'industrie de gestion de sociétés et d'entreprises) - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	438 828	137 816	63 506	640 149	1 469 213	176 459	1 645 672	2 285 821
2001	427 302	130 173	60 351	617 826	1 400 547	169 490	1 570 037	2 187 863
2000	335 009	128 522	59 713	523 245	1 375 406	164 316	1 539 722	2 062 967
1999	315 691	80 809	55 617	452 117	1 214 388	140 463	1 354 851	1 806 968
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	433 403	130 755	87 087	651 245	1 485 972	73 138	1 559 109	2 210 354
2001	445 641	133 539	84 260	663 440	1 434 530	74 842	1 509 372	2 172 811
2000	425 744	137 807	81 862	645 413	1 360 309	69 147	1 429 457	2 074 869
1999	391 849	88 706	71 629	552 185	1 227 431	55 964	1 283 396	1 835 580
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	27 749	9 543	4 163	41 454	74 501	18 046	92 546	134 001
2001	29 283	9 409	3 880	42 572	68 115	17 523	85 637	128 210
2000	35 276	9 930	4 346	49 552	77 047	17 974	95 020	144 572
1999	28 799	7 642	4 268	40 709	62 907	14 192	77 099	117 808

Tableau 23-2

## Total des branches d'activité non financières (sauf l'industrie de gestion de sociétés et d'entreprises) - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	19,2	6,0	2,8	28,0	64,3	7,7	72,0	100
2001	19,5	5,9	2,8	28,2	64,0	7,7	71,8	100
2000	16,2	6,2	2,9	25,4	66,7	8,0	74,6	100
1999	17,5	4,5	3,1	25,0	67,2	7,8	75,0	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	19,6	5,9	3,9	29,5	67,2	3,3	70,5	100
2001	20,5	6,1	3,9	30,5	66,0	3,4	69,5	100
2000	20,5	6,6	3,9	31,1	65,6	3,3	68,9	100
1999	21,3	4,8	3,9	30,1	66,9	3,0	69,9	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	20,7	7,1	3,1	30,9	55,6	13,5	69,1	100
2001	22,8	7,3	3,0	33,2	53,1	13,7	66,8	100
2000	24,4	6,9	3,0	34,3	53,3	12,4	65,7	100
1999	24,4	6,5	3,6	34,6	53,4	12,0	65,4	100

Tableau 24-1

## Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises) - Valeur en dollars

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
2002	588 487	271 922	93 562	953 971	3 083 811	357 017	3 440 828	4 394 799
2001	569 405	256 361	89 199	914 965	2 945 408	342 482	3 287 890	4 202 856
2000	469 542	247 974	90 760	808 275	2 837 922	321 008	3 158 931	3 967 206
1999	475 574	228 000	91 264	794 837	2 554 434	284 740	2 839 174	3 634 011
<b>Revenus d'exploitation</b>								
2002	460 563	151 777	91 756	704 096	1 641 759	88 369	1 730 127	2 434 224
2001	470 729	154 791	89 671	715 191	1 602 701	90 290	1 692 991	2 408 182
2000	449 607	159 397	85 472	694 476	1 527 839	84 669	1 612 509	2 306 985
1999	417 323	110 275	77 347	604 944	1 369 380	69 259	1 438 640	2 043 583
<b>Bénéfices d'exploitation</b>								
2002	33 001	12 160	4 704	49 865	96 848	26 018	122 866	172 731
2001	33 647	12 356	4 850	50 853	94 675	25 529	120 204	171 057
2000	39 969	12 649	5 400	58 018	106 443	27 752	134 195	192 213
1999	33 102	9 862	5 253	48 217	89 765	22 239	112 004	160 221

Tableau 24-2

## Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises) - Pourcentage

	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
pourcentage								
<b>Pourcentage de l'actif total</b>								
2002	13,4	6,2	2,1	21,7	70,2	8,1	78,3	100
2001	13,5	6,1	2,1	21,8	70,1	8,1	78,2	100
2000	11,8	6,3	2,3	20,4	71,5	8,1	79,6	100
1999	13,1	6,3	2,5	21,9	70,3	7,8	78,1	100
<b>Pourcentage des revenus d'exploitation totaux</b>								
2002	18,9	6,2	3,8	28,9	67,4	3,6	71,1	100
2001	19,5	6,4	3,7	29,7	66,6	3,7	70,3	100
2000	19,5	6,9	3,7	30,1	66,2	3,7	69,9	100
1999	20,4	5,4	3,8	29,6	67,0	3,4	70,4	100
<b>Pourcentage des bénéfices d'exploitation totaux</b>								
2002	19,1	7,0	2,7	28,9	56,1	15,1	71,1	100
2001	19,7	7,2	2,8	29,7	55,3	14,9	70,3	100
2000	20,8	6,6	2,8	30,2	55,4	14,4	69,8	100
1999	20,7	6,2	3,3	30,1	56,0	13,9	69,9	100

# *Concepts, méthodes et qualité des données*

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise ses données de deux grandes sources :

- (a) données sur le contrôle étranger principalement tirées des déclarations produites tous les ans à Statistique Canada en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) statistiques financières venant du Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI).

Comme la publication annuelle portant sur la statistique financière des entreprises traite déjà en profondeur des concepts, des méthodes et de la qualité des données financières, nous ne reproduisons ici que des éléments de ce traitement. Nous renvoyons le lecteur intéressé à la dernière version de la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises* (2002) pour un examen complet de la question. On peut trouver ce document au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)) sous « Produits et services ».

# Sources de données et méthodes

## Introduction

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations produites sur la propriété et les pays de résidence des propriétaires par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Ces données sont recueillies au niveau des personnes morales. Elles sont ensuite reliées aux données financières du Programme des statistiques financières et fiscales des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie aux fins de la présente publication. Ces données se présentent au niveau des entreprises. Notre rapport porte donc sur les entreprises.

## Champ d'observation

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* exige une déclaration complète de toute société exerçant ses activités au Canada et dont les revenus bruts sont de plus de 15 millions, l'actif, de plus de 10 millions ou la dette à long terme ou l'avoir dû aux non-résidents, d'une valeur comptable de plus de 200 000 \$. Dans les calculs qu'elle doit effectuer, chaque société doit tenir compte des revenus et de l'actif de ses sociétés affiliées selon la définition qu'en donne la Loi.

## Période de référence

Les nouvelles données que présente notre rapport décrivent les activités des entreprises en 2001 et 2002. Les données de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises portent approximativement sur l'année civile. Les données sur les entreprises publiques visent des exercices qui, souvent, correspondent à l'exercice (d'avril à mars) des administrations publiques, mais à compter de l'année de référence 2002, ces données ont pleinement été adaptées à un traitement par année civile. Les données administratives de l'Agence du revenu du Canada que nous exploitons proviennent des états financiers produits par les sociétés avec leurs déclarations de revenus pour les exercices qui se sont terminés dans l'année civile. Nous établissons donc des estimations pour les années civiles par des agrégations de branches d'activité qui consistent en réalité en une combinaison de données tant d'année civile que d'exercice qui peut ne pas parfaitement correspondre à un traitement par année civile.

## Méthodes

### Données sur les pays de contrôle

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise dans trois grandes sources ses données sur les pays de contrôle :

- (a) données tirées des déclarations de propriété produites à Statistique Canada comme organisme d'administration de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) recherche dans les sources publiques décrivant le contrôle et la structure des sociétés;
- (c) données puisées dans les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada qui se retrouvent dans le Registre des entreprises de Statistique Canada.

Dans le sens même de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, Statistique Canada traite les données de déclaration de propriété pour toutes les sociétés répondant aux critères financiers énoncés par cette loi (voir plus haut la section « Champ d'observation »). Grâce à ces données, il établit les liens entre les sociétés mères et les filiales, le but étant de dégager la structure de parenté des sociétés et de reconnaître le pays ultime de contrôle dans de telles structures. Quelque 35 000 sociétés répondent à ces critères tous les ans.

Les données administratives en question sont complétées par des données de recherche provenant d'autres sources publiques à des fins d'actualisation des données, qu'il s'agisse de sites Internet, de gazettes, de coupures de presse ou des registres des entreprises des gouvernements fédéral et provinciaux.

Nous avons recours à une troisième source de renseignements sur les pays de contrôle par l'entremise des dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada pour toutes les autres sociétés non assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Nous nous en servons pour la description des entreprises de moindre taille dont la structure est habituellement plus simple et qui, pour la plupart, se trouvent sous contrôle canadien.

### **Données financières**

Dans le Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie, nous réunissons trois sources de données financières aux fins de recensement de toutes les unités faisant partie de la population d'intérêt. Les voici :

- données annualisées du Relevé trimestriel des états financiers (RTEF) de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie;
- données de l'enquête de la Division des institutions publiques sur les entreprises publiques (EP) de ressort provincial ou fédéral qui se trouvent dans le secteur des entreprises;
- données administratives d'imposition des sociétés sous la forme de déclarations T2 de revenus des sociétés et dans l'Index général des renseignements financiers (IGRF) de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

### **Informations financières**

Le présent rapport décrit en détail le contrôle étranger de toutes les sociétés exerçant leur activité au Canada. Le tableau explicatif 1 résume la population ciblée par ce rapport. On compte 1 223 876 sociétés en exploitation au Canada en 2002. Dans ce total, on retrouve la « gestion de sociétés et d'entreprises » qui est exclue du présent rapport. Le Relevé trimestriel des états financiers nous fournit des données de consolidation sur 5 087 des entreprises de plus grande taille. L'enquête sur les entreprises publiques nous renseigne sur 131 entreprises. Le reste de l'information provient de données administratives sur la fiscalité des entreprises. Dans leur vaste majorité, les données sont puisées à des sources administratives, mais celles-ci sont de moindre intérêt en ce qui concerne la contribution apportée à l'actif et aux revenus d'exploitation.

## Tableau explicatif 1

## Contribution à l'actif et aux revenus d'exploitation selon la source de données, 2002

Source d'information	Entreprises		Proportion de l'actif total	Proportion des revenus d'exploitation totaux
	nombre	pourcentage		
Relevé trimestriel des états financiers	5 087		71	52
Données sur les entreprises publiques	131		7	4
Données administratives sur la fiscalité des entreprises	1 218 658		22	44
<b>Total</b>	<b>1 223 876</b>		<b>100</b>	<b>100</b>

**Collecte et traitement**

Les données sur les états financiers (RTEF) et les entreprises publiques (EP) sont recueillies au niveau des entreprises, mais les données administratives sur la fiscalité des entreprises le sont au niveau non consolidé des personnes morales. Nous agrégeons les données des personnes morales appartenant à une famille de sociétés (personnes morales multiples) au niveau des entreprises.

**Vérification et imputation**

Les données financières font l'objet de plusieurs vérifications de cohérence interne et de contrôle de valeurs extrêmes. Nous procédons à l'imputation de non-réponse globale par deux méthodes générales. La méthode privilégiée et communément adoptée fait appel à des données chronologiques sur les unités de non-réponse et les tendances actuelles des principales caractéristiques d'unités analogues. À défaut de données chronologiques sur les « apparitions » par exemple, nous prenons des « donneurs » de la même taille et de la même branche d'activité pour attribuer les valeurs manquantes.

Il a fallu procéder à des imputations de non-réponse globale pour près de 36 % des entreprises, mais l'incidence générale de cet exercice d'imputation sur les revenus d'exploitation est d'environ 23 % à l'échelle des branches d'activité.

**Exclusion de l'industrie de la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55)**

Est exclue des totalisations du présent rapport la « gestion de sociétés et d'entreprises » (SCIAN 55), qui ne fait pas l'objet d'une consolidation au niveau de l'entreprise. Sont également exclues depuis le milieu des années 80 les sociétés de portefeuille de la publication LDPM.

Les sociétés de portefeuille qui sont en consolidation avec les autres éléments de leur entreprise sont caractérisées selon la fonction prédominante SCIAN de l'entreprise.

**Révisions**

Les données financières des années antérieures utilisées dans ce rapport sont des données révisées par suite de l'amélioration des taux de réponse, des corrections d'erreurs et d'autres modifications. Les données sur les sociétés et les pays de contrôle font l'objet d'une révision moins systématique, bien que des modifications y soient apportées.

# Concepts et indicateurs

## Concepts principaux

### Unité statistique

L'unité statistique du présent rapport est l'**entreprise**. Une entreprise est une famille d'activités économiques sous propriété et contrôle communs pour lesquelles des états financiers consolidés sont produits tous les ans.

La participation majoritaire appelée contrôle de l'entreprise peut venir d'un particulier, d'un groupe, d'une société ou d'une administration publique. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise à sociétés multiples comprend une ou plusieurs filiales. Une société non contrôlée par une autre société et qui ne contrôle pas à son tour une autre société est appelée une entreprise à société unique.

Les entreprises publiques (EP) sont les entreprises du secteur public qui se livrent à des activités commerciales.

### Contrôle des sociétés

Il y a contrôle d'une société si on a la possibilité d'influencer la prise de décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société. Il y a **contrôle direct** par un particulier, un groupe ou une société si plus de la moitié des actions donnant droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sûreté par les soins ou au bénéfice de ce particulier, de ce groupe ou de cette société. Dans le cas des options ou des droits irrévocables d'acquisition d'actions, on calcule les participations par actions donnant droit de vote comme si toutes les options avaient été exercées. Le **contrôle effectif** d'une société est le contrôle qui s'exerce par des moyens autres que celui de la propriété de la majorité des actions donnant droit de vote. C'est le contrôle qui est attribué dans la base de données et la publication sur les liens de parenté entre sociétés. Voici les règles d'évaluation d'une situation de contrôle effectif :

- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une société de fiducie ou d'une succession ou font aussi partie d'un groupe lié, la société en question est effectivement contrôlée par cette société de fiducie, cette succession ou ce groupe lié.
- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société et que celle-ci est propriétaire d'une partie appréciable des actions donnant droit de vote de celle-là, on juge que la première est sous le contrôle effectif de la seconde.
- Si une société est propriétaire de plus de 33 % des actions donnant droit de vote d'une autre société et que cette tranche d'actions est supérieure en pourcentage aux deux tranches suivantes en combinaison, la seconde est considérée comme étant sous le contrôle effectif de la première.
- Si un contrôle est reconnu par une société, cette reconnaissance suffit à l'attribution du contrôle effectif.

Il faut enfin user de prudence dans l'utilisation du terme « contrôlé ». Dans bien des cas où on parle d'une situation de contrôle, les sociétés peuvent encore jouir d'une autonomie considérable dans leurs activités financières, commerciales ou opérationnelles. La notion de contrôle d'une société devrait être tenue pour une simple possibilité qui se réalise dans un monde de sociétés industrielles aux pratiques de gestion des plus variées.

### Pays de contrôle

Le plus souvent, lorsque nous parlons de contrôle étranger, le pays de contrôle est le pays de résidence de la société mère, de la famille d'entreprises, de la société de fiducie, de la succession ou du groupe lié qui exerce ce contrôle étranger en dernière analyse. Chaque filiale d'une entreprise internationale est attribuée au même pays de contrôle

que sa société mère. Une société dont les droits de vote appartiennent à parts égales à des sociétés en contrôle canadien et sous contrôle étranger se voit attribuer le pays de contrôle du propriétaire en contrôle étranger. Si deux sociétés sous contrôle étranger sont copropriétaires à parts égales des droits de vote d'une société résidente au Canada, le pays de contrôle est attribué selon l'ordre de préférence déterminé par le niveau global d'investissement direct étranger au Canada. Ainsi, les États-Unis ont préséance à cet égard sur tous les autres pays de sociétés étrangères, puisqu'ils présentent le plus haut degré d'investissement direct étranger au Canada.

### Classification des branches d'activité

Depuis 1999, les Statistiques financières et fiscales des entreprises reposent sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). De 1988 à 1998, la Classification type des industries pour les sociétés et les entreprises (CTI-C 1980) a été utilisée dans ce cadre. Avant 1988, on se reportait à la classification des activités économiques pour les établissements (CAE-E, 1960).

Le SCIAN est une classification industrielle par activités qui a été élaborée par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis en vue de créer un cadre uniforme de collecte, d'analyse et de diffusion des statistiques industrielles exploitées par les analystes des politiques publiques, les milieux universitaires, les chercheurs, le monde des affaires et la population. Il vise principalement à la caractérisation de la production économique des établissements. L'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée dicte le code SCIAN de l'établissement.

Au moment d'établir le code SCIAN à attribuer à une entreprise statistique, nous déterminons le code SCIAN de chaque établissement appartenant à cette entreprise. C'est le code représentant l'établissement à la valeur ajoutée la plus importante qui est alors attribué à l'entreprise statistique. À la différence de la CTI-C de 1980, le SCIAN ne classe pas les activités en intégration. Ainsi, une entreprise du secteur pétrolier peut s'occuper d'exploration, d'extraction, d'affinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Dans la CTI de 1980, il y avait un code de classification pour les activités pétrolières en intégration, mais dans le SCIAN, on attribue un code à une entreprise selon l'activité qui apporte le plus de valeur ajoutée. Cette classification est une nomenclature fine et hiérarchisée qui compte 920 branches d'activité à 6 chiffres. Ces branches sont agrégées en 20 secteurs d'activité : extraction minière, fabrication, commerce de gros ou de détail, construction, etc.

### Indicateurs clés

L'**actif total** est l'ensemble des ressources économiques sur lesquelles l'entreprise exerce un certain contrôle : encaisse et dépôts, comptes débiteurs et produits courus, stocks, placements et comptes avec les sociétés mères, les filiales et les sociétés affiliées, investissements de portefeuille, prêts consentis à d'autres entreprises, immobilisations, etc.

Les **revenus d'exploitation** sont le produit de la vente de biens et de services, de location et de location-exploitation et sous forme de commissions, de droits de franchisage, de redevances, etc.

Les **dépenses d'exploitation** sont le coût des biens et des services comme facteur de production, les salaires et traitements, la quote-part patronale dans les régimes d'avantages sociaux des salariés, les contributions indirectes, les frais de dépréciation, d'amortissement financier et d'épuisement des bâtiments, des machines et des ressources naturelles, etc.

Les **bénéfices d'exploitation** sont la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation. Ils sont le produit net des principales activités commerciales d'une entreprise. Ces bénéfices se présentent avant prise en compte des frais d'intérêts, des revenus de placement, des pertes non récurrentes par moins-value d'actif, des gains et pertes sur cession d'actif et des charges d'impôt sur le revenu.

La **marge bénéficiaire d'exploitation** correspond à la capacité de la direction à tirer des bénéfices des activités commerciales principales de l'entreprise. Elle se présente comme le quotient des bénéfices et des revenus d'exploitation.

## Précision des données

### Pays de contrôle

Les données sur les pays de contrôle viennent principalement des déclarations de propriété produites par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Comme les sociétés qui se trouvent au-dessus d'un certain seuil sont tenues de produire des déclarations contrairement aux autres, on y voit là un recensement de toutes les sociétés dépassant ce seuil et, par conséquent, la précision des données n'est pas mesurée par le coefficient de variation habituel.

Nous disposons cependant d'un certain nombre de procédures destinées à garantir la précision des données sur les pays de contrôle. Les analystes se reportent aux structures des années antérieures pour établir les cas où des modifications de structure et de contrôle de sociétés ont bel et bien été déclarées. Les modifications apportées sont scrutées et validées à l'aide des sources connues par une équipe de spécialistes de l'analyse structurelle. Les intéressés puisent aussi régulièrement à des sources publiques comme les gazettes provinciales, les revues, les journaux et même l'information des fournisseurs Internet afin de repérer et de mettre à jour les données sur les sociétés de plus grande taille. Les spécialistes de l'analyse structurelle consultent constamment ces mêmes sources pour se renseigner sur les changements de structure et de contrôle des grandes sociétés entre les périodes de production des déclarations relevant de la LDPM. La population visée est extrêmement dynamique, et une observation permanente est essentielle si on entend garantir l'exactitude des données relatives à la structure des sociétés. Il faut aussi dire que, par conséquent, une mesure de précision fondée sur l'observation annuelle de la Loi n'a rien de significatif.

Des données uniquement tirées des déclarations de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sauraient suffire à regrouper les sociétés canadiennes dans les entreprises correspondantes, puisque les sociétés sont uniquement tenues de déclarer leur société mère immédiate à l'étranger. Par une recherche dans les publications internationales sur les finances et la propriété, nous avons pu déterminer dans bien des cas la société mère de contrôle ultime. Par ce moyen, nous avons pu attribuer avec plus de précision un pays d'origine aux entreprises multinationales.

### Données financières

Nous nous sommes considérablement efforcés d'appliquer des normes élevées à toutes les activités de collecte et de traitement, mais les statistiques financières ainsi obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Dans l'information statistique, il existe deux catégories d'erreurs, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui s'appliquent à ce programme, puisqu'il n'y a pas de plan d'échantillonnage appliqué à la production des estimations en question.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont d'une provenance diverse et difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon l'utilisation des données. Au nombre de ces erreurs, il y a les lacunes de l'information livrée par les sociétés dans leurs déclarations de revenus et des irrégularités de traitement comme les erreurs de saisie de données.

Les statistiques financières ont fait l'objet d'une analyse avant publication. En général, il faut procéder à un examen détaillé des réponses individuelles (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions et tendances économiques en général et à des comparaisons avec d'autres ensembles de données d'intérêt.

### Confidentialité

La confidentialité des statistiques financières déclarées est sauvegardée par les dispositions de la *Loi sur la statistique*. C'est pourquoi les statistiques sont diffusées uniquement sous une forme agrégée. Les dispositions de confidentialité de cette loi l'emportent sur les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, le but étant de garantir la confidentialité des données individuellement déclarées par les répondants. Il convient cependant de noter que les données sur la structure des sociétés obtenues dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des*

*personnes morales* ne sont pas confidentielles en soi. Elles le deviennent lorsqu'elles sont reliées aux données financières recueillies dans le cadre de la *Loi sur la statistique*.

### **Limites des données**

Pour être valables dans une analyse longitudinale ou transversale, les définitions des données doivent être uniformes dans ou entre des périodes. La capacité d'exploiter des données à des fins d'analyse dépend du cadre conceptuel où cette information est employée.

Les données en question sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut canadien des comptables agréés. Si les concepts PCGR conviennent à l'application des données, il peut toujours se poser des problèmes de cohérence (entre unités ou dans le temps) à l'égard des éléments pour lesquels les PCGR ne prescrivent pas de traitement particulier ou laissent une certaine latitude. Un des problèmes généraux avec les PCGR pour certaines utilisations est la prescription d'un traitement au coût d'origine des actifs (c'est-à-dire à leur coût au moment de l'acquisition). Ainsi, les comparaisons dans le temps et entre branches d'activité peuvent induire en erreur pour les données de bilan ou les ratios tirés des bilans.

### **Disponibilité d'un complément d'information**

On peut obtenir des totalisations autres que celles du présent rapport en recouvrement des frais. Les données disponibles relèvent des règles de confidentialité de la *Loi sur la statistique*. On doit en faire la demande auprès de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada à Ottawa (téléphone : 1 866 825-5975; télécopieur : (613) 951-0319).

# Appendice A

## Bibliographie

Baldwin, J. et G. Gellatly (2005). À paraître. « Foreign Multinationals in Canada : Long-Term Trends in Foreign Control, 1965-2000 ». Direction des études analytiques. N° au catalogue 11-622-MIF. Ottawa : Statistique Canada.

« Loi sur les déclarations des personnes morales 2000 ». Octobre 2003. Division de l'organisation et des finances de l'industrie. N° au catalogue 61-220-XIF. Ottawa : Statistique Canada.

Nicol, C. et D. Sabourin (2005). À paraître. « Foreign Control in the Canadian Economy : Evidence Since the Mid-1960s ».

« Statistiques financières et fiscales des entreprises 2002 ». Mai 2004. Division de l'organisation et des finances de l'industrie. N° au catalogue 61-219-XIF. Ottawa : Statistique Canada.

« Statistiques financières trimestrielles des entreprises : Quatrième trimestre 2000 ». Février 2001. Division de l'organisation et des finances de l'industrie. N° au catalogue 61-008-XIF. Ottawa : Statistique Canada.

« Statistiques financières trimestrielles des entreprises : Quatrième trimestre 2001 ». Février 2002. Division de l'organisation et des finances de l'industrie. N° au catalogue 61-008-XIF. Ottawa : Statistique Canada.

« Statistiques financières trimestrielles des entreprises : Quatrième trimestre 2002 ». Février 2003. Division de l'organisation et des finances de l'industrie. N° au catalogue 61-008-XIF. Ottawa : Statistique Canada.